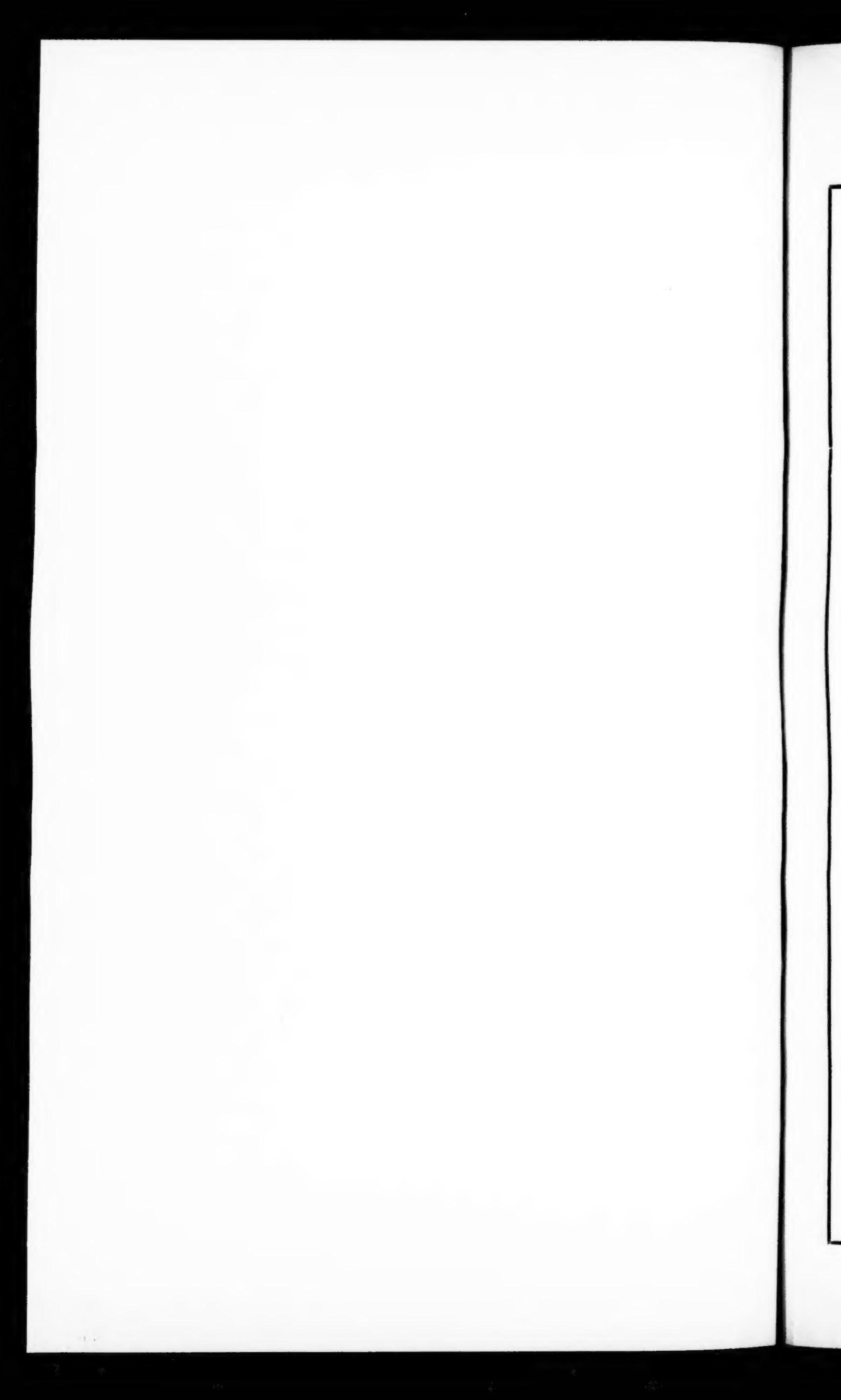
DÉFENSE OCCIDENT

DIRECTEUR
Maurice BARDÈCHE

Dans ce numéro :

N° 37

Prix : 100 fr
Novembre 1956



SOMMAIRE



DÉFENSE DE L'OCCIDENT, revue mensuelle politique et littéraire, 28, rue Serpente, Paris (6e). — Le numéro : 100 fr. - Belgique : 15 fr. b. (Correspondant responsable en Belgique : Ossian Mathieu, 29, avenue de Woluwé, Bruxelles).

CORRESPONDANT A ALGER : M. Yves Jeanne, 8e Groupe Bt C., boulevard Lutaud, Alger.

Abonnements. — 1 an : 1.000 fr. ; 6 mois : 600 fr.
Etranger : 1 an : 1.300 fr. ; 6 mois : 700 fr.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N°

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature

DÉFAITES ET CRIMES DE L'OCCIDENT

Si nous avons la honte et la profonde douleur d'avoir assisté sans pouvoir faire un geste à l'écrasement des ouvriers, des soldats et des étudiants hongrois soulevés contre le communisme, essayons au moins d'en tirer les leçons qui permettent que cela ne se reproduise pas.

La première évidence est que le communisme n'est pas le parti des ouvriers et des paysans, pas davantage celui des opprimés. Le communisme est devenu et se démasque comme l'instrument de l'impérialisme russe. Il n'est plus rien d'autre qu'un appareil militaire et policier d'une formidable puissance qui réduit les peuples au silence. Les partis communistes nationaux ne sont que les outils d'infiltration de cette puissance. Il est clair qu'ils ne sont que des appareils de trahison et qu'ils doivent être enfin traités comme tels. La première conséquence qu'on devrait tirer des événements de Budapest devrait donc être dans notre pays la destruction de l'instrument sur lequel la Russie s''appuyera pour préparer notre conquête ou assurer notre paralysie, c'est-à-dire la dissolution du parti communiste, la confiscation de ses biens et de ses journaux et l'engagement de poursuites judiciaires contre ses chefs et ses ressortissants. Nous devons constater que, seul, Jean-Louis Tixier-Vignancour a tiré la conséquence politique des événements de Budapest et nous devons constater aussi qu'il a peu de chances d'être suivi par les députés.

Cette dissolution sera sans effet, dit-on, à cause de l'organisation clandestine du parti communiste. D'abord nous n'en savons rien : la disparition des moyens matériels du parti communiste et des organisations crypto-communistes serait à elle seule un coup rude, la mise en action de moyens clandestins démasque des agents, des points d'appui, des filières, des méthodes qu'il importe de repérer dès maintenant plutôt que d'avoir à les combattre dans l'improvisation. Mais surtout, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. Que la répression puisse être complète ou non, il faut frapper la trahison *parce qu'elle est la trahison*. Le sens même de l'action communiste ayant été

démasqué, la qualification juridique de l'activité communiste se trouve parfaitement éclaircie. L'activité du parti communiste et de ses filiales est une activité destinée à favoriser en temps de paix les agissements d'une puissance étrangère. La répression d'une telle activité est prévue par le code sans qu'il soit besoin d'inventer aucune loi d'exception. Nous demandons seulement l'application de la loi.

La deuxième évidence concerne la déstalinisation. Elle a été une énigme. On en connaît aujourd'hui les limites. La déstalinisation n'a pas été l'introduction de méthodes démocratiques dans le système communiste, elle n'est que le camouflage de la dictature par des apparences et des mots. Rien n'est changé en U.R.S.S. Tant qu'il s'agit de remplacer, pour des raisons d'opportunité, un communiste sûr par un communiste mou, *sans que cette substitution modifie l'emprise du parti sur le pays,* les Russes laissent faire ; dès qu'il est question de liberté, ils envoient les tanks. Ceci nous permet de mieux apprécier les événements de Pologne. La faiblesse n'est pas à Moscou, elle est chez Gomulka. Si Gomulka avait représenté une force quelconque, une possibilité d'opposition soit à la Russie, soit au communisme, on aurait balayé Varsovie comme on a balayé Budapest ; mais Gomulka ne représente rien, il n'est qu'un instrument plus propre que les autres, en ce moment, à calmer des impatiences et à endormir les victimes.

L'immense question posée par la déstalinisation est ainsi tranchée *au fond.* Or, cette question était capitale. Introduire la démocratie en Russie, c'était introduire l'impuissance en Russie, c'était aligner la Russie sur la faiblesse occidentale, c'était, tôt ou tard, introduire dans ce système monolithique des germes de décomposition, des causes de prévarication, des voies d'influence et d'intrigue, en un mot lui inoculer en quelques années ou en quelques décades la peste dont meurt le monde occidental. Ce miracle immérité eût sauvé la paix et l'Occident. La Russie n'était plus dès lors qu'une grande puissance, elle n'était plus ce monstre bardé dans son armure qu'on ne sait où atteindre. La déstalinisation complète, véritable, telle que la concevait l'Occident, était plus qu'un rêve, c'était pour la Russie une évidente, une irrévocable folie. C'était plus encore : c'était la négation non seulement du stalinisme, mais du léninisme. Car le retour d'un Etat fondé sur la force et sur la ruse à un Etat fondé sur le droit, démentait tous les principes de la tactique léniniste qui est essentiellement une tactique de réalisme politique, de machiavélisme, de cynisme et d'impudence. Sous le nom de déstalinisation, l'Occident rêvait l'invrai-

semblable et l'impossible. Il n'y a pas de communisme sans dictature du parti communiste, parti unique et émanation du prolétariat, il n'y a pas de dictature du parti communiste sans dictature de l'appareil du parti et notamment de l'état-major situé à la tête du parti, et cette dictature de l'état-major doit conduire inévitablement à la dictature d'un homme, le secrétaire général du parti, ou, quand cet homme ne se dégage pas, exceptionnellement et pour un temps, à la dictature collégiale qui lui est substituée. La destalinisation complète ne pouvait être qu'une chimère ou un camouflage, car elle eût été la destruction du communisme. Staline était non seulement la continuation de Lénine dans le temps, il en était aussi le continuateur logique. La destalinisation n'était qu'une illusion, ou elle signifiait l'écroulement de la Russie soviétique.

Quelque invraisemblables que puissent être les faits, dans l'éclairage où ils nous étaient présentés, nous avons pourtant voulu attendre avant d'en tirer une conclusion. C'est pourquoi nous n'avons pas étudié dans cette revue le problème de la déstalinisation et de ses prodigieuses conséquences. La logique nous disait qu'il n'y avait pas de déstalinisation, les dépêches d'agences disaient le contraire ; nous attendions. Les faits sont venus trancher.

Les faits pourtant posent un problème. Ce camouflage a sa raison d'être et il semble qu'elle ne soit pas seulement tactique. Car enfin, les tergiversations, les hésitations posent des faits, l'embarras et la division des partis communistes nationaux en sont d'autres, et on ne se jette pas dans de si grandes difficultés et parfois dans de réels dangers pour une simple opération de déguisement. Il n'y a pas eu déstalinisation, mais il y a eu, chez certains dirigeants soviétiques, et même chez la plupart des dirigeants soviétiques, désir de déstalinisation. Et c'est là un symptôme, un symptôme sérieux, un symptôme important, mais ce n'est qu'un symptôme. La faiblesse du régime communiste, son unique faiblesse, est d'exiger un trop long effort de l'homme. On ne peut pas dire perpétuellement à un peuple entier, à des peuples entiers : demain, on rasera gratis. Le bien-être socialiste, la justice socialiste, l'égalité socialiste, c'est toujours pour demain ; ce qu'on connaît aujourd'hui, ce qu'on voit devant soi éternellement, comme une route qui n'a point de fin, c'est la lutte dure, implacable, épuisante, pour un socialisme mondial qui apportera peut-être le bonheur, et encore est-on séparé de ce bonheur par la certitude d'un suprême effort inéluctable, d'une effroyable guerre mondiale aux conséquences incalculables,

qui, seule, peut lui ouvrir la voie. Alors quel peuple ne se fatiguerait pas de ce fardeau implacable qui pèse sur lui depuis près d'un demi-siècle ? Quel peuple ne s'épouvanterait de sacrifier non pas une, ni deux, mais peut-être quatre ou cinq générations, toutes celles qu'on peut voir et toutes celles qu'on attend, sans jamais apercevoir cette terre de Chanaan que lui prédisent ses prophètes, ou sans l'apercevoir qu'au delà d'un océan de sang et de ruines ? Comment ne pas dire à ce peuple, comment ne pas se dire à soi-même, qu'il peut y avoir des pauses, qu'il doit y avoir des pauses dans cette terrible conquête. Moïse, lui aussi, promettait parfois à son peuple de s'arrêter, et pendant ces pauses, il élevait des autels à Baal.

C'est dans ce pari contre nature du communisme qu'on peut apercevoir quelque espoir. Lénine avait négligé dans son analyse la notion du temps, ou plutôt il s''était trompé essentiellement sur ce point, il a cru à une réalisation plus rapide du socialisme, il n'a pas vu que le communisme devrait ou réformer profondément ses méthodes ou affronter le monde non communiste dans une lutte épuisante et peut-être mortelle. La déstalinisation signifie l'écroulement du communisme : mais la dictature impitoyable du stalinisme n'est peut-être pas moins fatale d'une autre manière parce qu'elle dépasse les forces du peuple qui la subit. D'où la gravité du dialogue qui s'est institué entre les deux tendances de l'état-major communiste. Ceux qui veulent lui garder son appareil dictatorial et sa puissance de frappe pensent au présent ; ceux qui s'inquiètent de la fatigue du peuple soumis à cette terrible exploitation politique pensent à l'avenir. Le point d'équilibre n'est pas facile à trouver. Ceux qui disent comme le fameux général des jésuites *sint ut sunt aut non sint* peuvent tout sauver ou, comme lui, tout perdre. Le massacre de Budapest, en dépit des apparences, laisse le problème entier. Et il n'est pas certain que nous ne voyons pas d'autres tergiversations de Moscou dans l'exploitation de ses Etats vassaux. Car, si nous ne devons plus croire à la déstalinisation, il reste, en fait, pour Moscou, un problème de détente et les événements dramatiques de ces derniers mois ne sont que la traduction sur la carte de l'Europe esclave des incertitudes et des contradictions du Kremlin.

Un troisième enseignement est l'impuissance éclatante des nations européennes. Discours, indignations, médicaments, couvertures, nous sommes très forts là-dessus. Mais pas une nation ne fit un geste pour essayer de faire parvenir aux Hongrois des armes et des munitions dont la moindre caisse

eût été plus utile que nos vertueux ordres du jour. L'Amérique elle-même, dont les postes de radio répètent depuis cinq ans à des millions de malheureux que leur révolte est la condition de leur liberté, donna l'exemple de l'impuissance et de l'immobilité. Le jour où la tornade s'abattra sur nous, est-ce tout ce que nous avons à attendre des défenseurs professionnels de la liberté ?

Et pourtant, dans cette défaillance même c'est le caractère indispensable de l'alliance américaine qui se dégage avec évidence. L'impuissance des Etats-Unis devant cette crise se combine avec cette terrible évidence qu'il n'y a rien en Europe, rien dans le monde qu'on puisse opposer aux armes russes sinon les armes des Etats-Unis. Nos affaires ont été menées depuis dix ans avec une telle légèreté, avec une telle folie que l'Europe est aujourd'hui un espace vide, une terre sans armée, une cité sans murs, une proie sans défense, sans autre défense que ces fusées et ces bombes dont Washington seul peut presser les boutons.

Là est la force des Etats-Unis, là est aussi leur impuissance, disons mieux, leur infériorité devant les Soviets : ils ne peuvent faire qu'un seul geste, presser sur une détente qui met le feu au monde ; les Soviets peuvent faire plusieurs gestes, toute une gamme de gestes. Tout est là. Nous avons décrit il y a déjà quelque temps les conséquences, du moins quelques-unes des conséquences, de ce que nous appelions d'un mot inventé par Oswald Mosley, la « paralysie des géants ». Les événements actuels nous montrent plus clairement que cette paralysie n'est pas égale, car le communisme a des armes qui lui sont propres, qui lui permettent des mouvements et même des conquêtes, tandis que les Etats-Unis n'ont pas su inventer des armes politiques analogues ou des moyens de les combattre. Dans la politique actuelle, tout est devenu hypocrisie et camouflage puisque les grands n'osent pas dire leur nom et pas davantage les conquêtes. Il s'ensuit que les nations devraient s'habituer à agir par forces interposées irresponsables. Car ces forces irresponsables, qu'elles prennent la forme de partis ou toute autre forme à inventer, sont les pions que poussent les géants paralysés dans la partie qu'ils jouent pour la domination du monde et qui leur serviront à conquérir sans se battre, à créer des fronts sans faire la guerre, à investir sans assiéger. Il est clair que ce qui importe aux Russes en Hongrie comme en Pologne, ce n'est pas l'existence d'un régime communiste orthodoxe mais le maintien de *puppet governments* qui leur permette de rester les maîtres

stratégiquement et économiquement du pays considéré. C'est au moment où leur possession de la Hongrie a été menacée par l'apparition des notions d'élections libres et de neutralité que les tanks russes sont entrés en action. Et de même en Egypte, ce n'est pas le communisme qui intéresse les Soviets, mais le maintien au pouvoir de Nasser qui leur sert momentanément comme agent d'affaiblissement de l'Occident.

Dans leur arsenal politico-militaire, les Etats-Unis ont bien une arme analogue à celle des Soviets, celle de la liberté et de la prospérité. Mais ils ne savent pas s'en servir. Une des leçons les plus tragiques des événements de Hongrie est en effet celle-ci : les Américains savent faire sentir à un peuple sa servitude et sa misère, ils savent *provoquer* un soulèvement, ils ne savent pas *le suivre*. Qu'elle ait été l'effet du hasard *ou d'une politique préméditée des Russes*, l'hésitation devant le soulèvement hongrois puis son impitoyable écrasement ont servi et serviront en tous cas à prouver d'une façon éclatante à tous les peuples des pays satellites qu'il est vain d'écouter la radio américaine. Vain et mortel. Car les Américains n'ont su inventer ni les armes ni les forces anonymes qui peuvent transformer une émeute en révolution permanente et amener celle-ci au succès. Dans leur arsenal, il leur manque cet instrument essentiel, typiquement léniniste, ces éléments anonymes, sans drapeau et sans obédience, *dont on n'est pas responsable*, et qui transforment en abcès grave pour l'adversaire la piqûre bénigne d'un instant. Cette arme nouvelle, essentiellement politique, et dont les partis politiques nationaux tiennent la place dans le système soviétique, n'est pas moins importante et indispensable que les fusées et les bombardiers à réaction. Les Etats-Unis commencent à être, comme nous, en retard d'une guerre. Leur manque d'imagination, le caractère conventionnel de leur arsenal politique les met soudain face à face avec un conflit mondial qu'ils ne veulent et ne peuvent assumer : ils ont à forger les armes de la guerre froide, qui leur permettra, dans le système de la « paralysie des géants », les mouvements qui peuvent mettre en échec leur adversaire sans amener une conflagration.

Les événements tragiques de Hongrie nous ont rappelé brutalement que rien n'avait changé dans la situation de l'Occident en dépit des vapeurs et des nuées par lesquelles on essaie de nous endormir. L'Europe est toujours en péril de mort, et chacun de nos peuples est en péril de mort. La Russie n'a renoncé à aucun des territoires qu'elle a conquis et elle n'a pas renoncé davantage à écraser le monde occidental sous

le poids de l'armée rouge. Contre cette force aussi menaçante aujourd'hui qu'hier, il n'existe en Europe ni divisions françaises, ni divisions allemandes, ni rien, qui soit capable d'arrêter les tanks russes avant les Pyrénées. Si cette situation se prolonge, la liberté et la vie de chacun de nous est à la merci d'un prétexte diplomatique et nous pouvons subir en quelques jours, avant d'avoir pu faire le moindre geste efficace, le sort du peuple hongrois.

Contre cette situation, il n'y a qu'un remède, et nous ne cessons pas de le crier de toutes nos forces : armer l'Europe forger l'Europe.

Notre spectaculaire impuissance ne cessera que lorsque chacun des pays d'Europe aura une armée moderne et que celles-ci seront placées sous un commandement unique qui pourra faire d'elles un instrument efficace en cas de crise. Elle ne cessera aussi que lorsque les nations d'Europe possèderont les armes conventionnelles modernes *et les armes atomiques* qui permettront à l'ensemble des nations d'Europe d'être un adversaire efficace et dangereux pour n'importe quel ennemi. La force est la loi du monde moderne. La justice et la fraternité n'ont pas souvent jusqu'ici arrêté les canons. Elles les arrêteront demain moins que jamais. L'immense hypocrisie des temps modernes ne parvient pas à masquer l'évidence. Tirons-en la leçon qui est une leçon d'efficacité et de force. Armons-nous, unissons-nous. Nos nations sont devenues de petites nations qui ne peuvent ni seules ni à deux arrêter dans sa course le char des catastrophes. Mais leur union peut former un barrage. La communauté des nations d'Europe peut être cet obstacle au déferlement du bolchevisme que nos nations isolées ne peuvent plus être. C'est cette digue qu'il faut construire d'urgence.

Mais là encore nous devons regarder la vérité en face. Instruments des juifs et du grand capitalisme, intoxiqués d'autre part par l'idéologie marxiste, nos régimes actuels sont incapables d'assumer la défense de l'Europe qui consiste à nettoyer celle-ci des agents politiques du communisme et à imposer aux intérêts privés les sacrifices qui doivent assurer à l'Europe une direction politique et une armée communes. Condamnés à perpétuité à l'immobilisme que contient notre pacte, nos régimes sont radicalement incapables de l'effort de volonté qui est indispensable pour défendre l'Europe. La profonde modification de ces régimes d'impuissance et de trahison est donc une condition essentielle pour assurer notre salut.

⁂

Notre brillante campagne d'Egypte a enfin réalisé les vœux de ceux qui veulent depuis des mois faire de la France l'allié d'Israël et, une fois de plus, l'instrument de l'Angleterre. Nous avions annoncé à plusieurs reprises cette géniale opération. Elle a été faite. Elle a porté ses premiers fruits. Ce n'est pas fini : ce n'est que le commencement.

Applaudi par toute la droite, à l'exception de nos camarades de *Rivarol* et des poujadistes, le gouvernement a monté sa géniale petite exhibition. Répétons, une fois de plus, qu'elle était non seulement vouée à un échec certain, en raison de l'entrée en ligne inévitable de la Russie, mais aussi qu'elle est exactement le contraire de toute politique de la France en Méditerranée. La France, si elle veut garder l'Afrique du Nord, *sous une forme ou sous une autre,* commet une faute capitale en s'affirmant comme l'ennemie principale du monde arabe. Quels que soient nos droits en Afrique du Nord, quel que soit notre devoir de les défendre et notre volonté de les maintenir, il est hors de notre pouvoir de faire disparaître ce fait fondamental que l'Afrique du Nord est peuplée de quinze millions de musulmans, en majorité arabes, et que la France doit rechercher, en conséquence, au delà de la guerre de pacification qui lui est imposée, une politique de réconciliation avec l'Islam, qui est inscrite dans la structure démographique de ce Pays aussi bien que dans la géographie du bassin méditerranéen.

S'il nous est parfaitement permis, en raison de l'appui militaire qu'il donne contre nous aux rebelles algériens, de rechercher la chute ou la disparition par quelque moyen que ce soit du colonel Nasser, il ne nous est pas permis pour autant de défier le monde arabe tout entier en apparaissant comme l'instigateur et l'allié de l'Etat d'Israël, à l'égard duquel les peuples arabes nourrissent une haine hystérique qui est peut-être regrettable, injuste et condamnable, mais qui est une donnée de la politique méditerranéenne actuelle, qu'il est impossible de négliger.

Notre initiative irréfléchie, trop explicable malheureusement par le caractère essentiellement judéo-phile et anglophile du régime institué en 1945, nous mène donc à la fois à une grave défaite diplomatique qui ne peut servir qu'à accroître le prestige du colonel Nasser ; à une série de difficultés économiques qui ne pourront qu'accentuer l'inflation et les troubles qui l'accompagnent ; à un état de tension en Méditerranée duquel

risque de naître une nouvelle guerre de Corée dont personne ne peut dire qu'il sera possible de la limiter géographiquement et qui peut très bien s'étendre en peu de temps à l'Afrique du Nord en particulier ; enfin à ce résultat sensationnel et lourd de conséquences d'avoir fait de l'U.R.S.S. le protecteur des Etats arabes et de lui avoir fourni les prétextes et les moyens nécessaires pour intervenir pour la première fois en Afrique.

Ce prodigieux tableau de chasse constitue ce que M. Guy Mollet appelle « une situation sur laquelle on ne peut encore se prononcer ». On se demande sur quelles situations M. Guy Mollet réussira à se prononcer si celle-là ne lui semble pas suffisamment claire.

On peut affirmer avec assurance que nous ne sommes en ce moment qu'au commencement des complications et des humiliations par lesquelles nous paierons cette belle initiative. Il n'est pas très difficile de voir cependant que la seule manière de réparer une erreur, serait de prendre une position intelligente et réaliste dans la question qui ne va pas manquer de se poser à brève échéance, celle de la disparition de l'Etat l'Israël : il est clair aussi que lorsque cette question sera posée, notre gouvernement prendra le plus mauvais parti qu'on puisse choisir et qu'il se placera en tête des défenseurs d'Israël.

Nous devrions voir pourtant avec clarté que les Etats-Unis ne laisseront pas longtemps à l'U.R.S.S. le prestige d'être le seul protecteur des pays arabes. Pour maintenir leur influence, les Etats-Unis n'auront le choix qu'entre un conflit militaire qu'ils chercheront très probablement à éviter car il marquerait le début de la troisième guerre mondiale, et l'abandon d'Israël qui leur permettrait de reprendre les positions perdues et de rendre sans objet l'intervention officieuse de la Russie. Notre geste inconsidéré peut avoir finalement comme conséquence de désamorcer la poudrière du Proche-Orient et de faire naître dans cette partie du monde une situation plus stable. Mais il est bien douteux que nous soyons capables de faire ce changement de front.

Maurice BARDÈCHE.

LES ÉLECTIONS AMERICAINES

Depuis de longs mois, la presse européenne constate avec amertume que les Etats-Unis sont paralysés par la campagne électorale. Il s'agit, en effet, pour le gouvernement en place, de ne faire aucun faux pas, aucune imprudence que le Parti démocrate puisse exploiter contre lui pendant les dernières heures où les électeurs « flottants », les 10 ou 15 % qui décident d'une majorité, se jetteront sans réflexion d'un côté ou de l'autre de la balance.

Une des conséquences de l'état de démocratie veut en effet, que les hésitations du « peuple souverain », ou plus exactement de ceux qui le dirigent en sous-mains, sont d'autant plus graves que l'Exécutif est doté de pouvoirs plus forts et qu'il ne faut à aucun prix l'abandonner aux mains de l'adversaire.

Il semblerait, au premier abord, que nul aux Etats-Unis ne porte un nom assez éclatant pour affronter Dwight Eisenhower, chef de guerre prestigieux et président de la République américaine depuis quatre ans. Qu'est-ce qu'un Harriman, qu'est-ce même qu'un Stevenson à côté de lui ? De bien minces personnages. Harriman est surtout, pour reprendre une expression triviale, le « fils de son père ». C'est un homme charmant, de manières exquises, un des rares politiciens des Etats-Unis dont la photographie ne révèle pas une vulgarité accusée ; son père était le roi des chemins de fer et avait gagné une immense fortune en servant les desseins de la Banque Kuhn, Lœb et Cie. Pandant la dernière guerre, l'héritier, qui voulait faire oublier sa richesse, a donné des gages à gauche et s'est chargé des missions délicates de Roosevelt auprès de Staline. Il a avalé, sans broncher, pas mal de couleuvres et tenu des propos qui auraient dû le faire rougir. Les mois derniers, il a enfourché un cheval qu'il croyait excellent : la déségrégation raciale, mais il doit se rendre compte, aujourd'hui, que c'est une question plus épineuse qu'il ne supposait.

La question nègre est de celles que seuls devraient aborder les Républicains héritiers de Lincoln et des vainqueurs de la guerre de Sécession. Dans le Parti démocrate, longtemps dominé par les grands propriétaires du sud qui y ont gardé une place importante, il faut réfléchir deux fois avant d'inviter les noirs à passer par le même portillon que vous et à envoyer leurs enfants sur les mêmes bancs d'école que les vôtres.

A la convention de Chicago (13-16 août 1956), chargée de désigner le candidat démocrate, Averell Harriman, qui avait pris le soin de se faire élire gouverneur de l'Etat de New-York, pour cultiver l'amitié des juifs, avait en outre mobilisé le F.·. Pt Truman, 33°, dont la véhémente éloquence et les gestes de bras frénétiques semblaient devoir emporter la conviction des délégués. A sa grande surprise, il ne recueillit que 210 voix, tandis que Stevenson en obtenait 905 et sept autres candidats réunis, 207.

Il ne lui restait plus, galamment, qu'à inviter ses amis à reporter leurs suffrages sur Stevenson, ce qu'il fit avec beaucoup de bonne grâce.

Stevenson, qui a fait preuve de plus de modération dans l'affaire nègre, est, lui aussi, un homme charmant, distingué, cultivé, riche et qui veut, comme Harriman, faire oublier son compte en banque. Fâcheuse habitude qu'ont ces multi-millionnaires, d'avoir le complexe de leur richesse, alors qu'elle pourrait au moins, servir à assurer leur indépendance !

Avocat de talent, Stevenson a commencé sa carrière publique en 1933, lorsque, sur la demande du F.·. Henry Wallace, il entra dans l'**Agricultural Adjustment Administration,** où il fit la connaissance d'Alger Hiss, sinistre personnage, dont nous allons être appelés à reparler. Entre 1944 et 1947, Stevenson fut assidu aux réunions préparatoires et aux premières assemblées de l'O.N.U., comme Alger Hiss, d'ailleurs. C'est alors que, sur le conseil du secrétaire d'Etat James Byrnes, le grand électeur Jacob Arvey fit de lui le gouverneur de l'Illinois. Il avait le pied à l'étrier.

En 1952, en effet, le Parti démocrate, qui était depuis vingt ans au pouvoir, était éclaboussé par d'étranges histoires de manteaux de vison donnés à des femmes de haut fonctionnaires et politiciens touchant de près à la Maison blanche. Les grands électeurs, les **Boss,** qui ne sont pas eux-mêmes des hommes très propres, mais qui ont un sens remarquable de ce qu'il faut dire et faire pour remplir les urnes, cherchaient vainement un candidat qui donnât au parti une façade propre et fût susceptible de racoler ces électeurs « flottants » qui sont décidément la terreur des politiciens professionnels.

Certains proposaient Kefauver, sénateur du Tennessee, parlementaire fort habile, de nature à plaire à des hommes férus de combinaisons et de marchandages. Mais Jacob Arvey fit remarquer que l'heure exigeait un personnage dont la virginité politique fût impeccable. Or, Kefauver n'était pas sans tache, alors qu'on ne pouvait rien reprocher à Stevenson ; il n'avait trempé dans aucune affaire louche et s'il avait fermé les yeux sur l'activité des **bookmakers** et des patrons de **Saloons** de Chicago, il n'en avait pas lui-même profité comme tant d'autres. On

pouvait dire de lui aux électeurs qu'il nettoierait les écuries d'Augias.

Pendant plusieurs mois, Stevenson ne parut ni accepter, ni refuser l'offre de candidature. Jouait-il les coquettes pour mieux séduire le peuple souverain ou n'était-il pas fait, physiquement et moralement, pour la présidence ainsi qu'il l'affirmait ? Etait-il un « Hamlet de l'estrade électorale », comme se le demandait avec un peu d'agacement **The American Mercury** ? (1). On ne le sut pas alors, car le Pt Truman réussit enfin de compte à obtenir l'investiture et à se présenter contre le général Eisenhower qu'il avait vainement essayé de lancer sous la bannière démocrate.

Cette année-ci, Kefauver et Stevenson se sont retrouvés dans l'arène et le premier a remporté sur le second une victoire écrasante aux élections primaires du Minnesota (mars 1956). Il semblait que la question de la candidature de Stevenson était à jamais réglée.

Jamais est un mot qu'on ne doit pas prononcer en politique. Stevenson a des amis puissants : il a pour lui l'**Intelligentsia** qui fait passer dans les journaux du monde entier ces petites notes perpétuellement renouvelées sur la perfection académique de son éloquence, son charme, sa souplesse d'esprit et sa culture.

L'**Intelligentsia** ayant fondé le **Stevenson for President Committee,** elle redoubla d'efforts en faveur de son poulain.

C'est précisément la composition de ce comité qui inquiète beaucoup de gens. La personnalité la plus marquante en est Mme Roosevelt. Ce nom à lui seul suffirait à classer Stevenson et ses amis, mais la **National Review** (8 février 1956) s'est donnée la peine de relever les noms des cinquante-deux personnes les plus en vue du comité et de rechercher leurs affiliations dans la gamme infiniment variée des organisations progressistes, crypto-communistes et communistes pures. La conclusion est écrasante.

S'il arrive à la Maison blanche, Stevenson aura peut-être les mains propres, sa bonne volonté sera sans doute indéniable, mais il arrivera pieds et poings liés.

C'est pourquoi, lors d'une conférence publique, Charles Shutt, de la **Teleneurs,** lui demanda son opinion sur Alger Hiss (16 septembre).

On sait qu'Alger Hiss, ancien directeur des affaires politiques au Département d'Etat et qui, à ce titre, avait accompagné Roosevelt à Yalta, a été condamné à cinq ans de travaux forcés pour avoir nié son affiliation communiste devant une commission parlementaire.

---

(1) **THE AMERICAN MERCURY**, octobre 1952 : **The Case against Adlai Stevenson Hamlet on the Hustings**, par **James Burnham**.

Stevenson n'aime pas qu'on lui parle d'Alger Hiss : il ne peut pas le renier sous peine de se voir abandonné par son comité. D'un autre côté, il se ferait le plus grand tort s'il avait l'air de douter de la justice de son pays. Sa trop habile réponse laissa le problème entier. Aussi, beaucoup de gens répètent-ils ce qu'avait écrit **The American Mercury** en 1952 : ce n'était peut-être pas un crime d'être l'ami d'Alger Hiss en 1947 ; il y a des choses que l'on pouvait ignorer. Mais c'est, aujourd'hui, une grave faute politique de ne pas vouloir reconnaître ce qu'Alger Hiss a été et ce que son nom signifie.

D'autre part, Stevenson a trouvé, à la convention de Chicago, l'appui des délégués qui avaient pris des engagements vis à vis du chef syndicaliste Reuther. Si les Démocrates s'emparent de la Maison blanche, on peut donc s'attendre à une recrudescence d'agitation syndicale. Il est possible que l'action concertée des Démocrates du sud et des Républicains de droite réussisse à étouffer des lois de tendance socialiste, mais l'atmosphère des usines risque d'être assez troublée et la vie économique pourra en souffrir.

A l'issue de la convention, Stevenson et Kefauver étaient réconciliés et le Parti Démocrate présentait chacun des deux hommes à la présidence et à la vice-présidence, ce qui ne s'était javais vu, l'usage étant de laisser au président le choix de son adjoint et remplaçant éventuel. En agissant ainsi, le Parti essayait un peu naïvement de clouer au pilori les Républicains de droite qui, depuis plusieurs mois, cherchaient à imposer Nixon à la vice-présidence.

⁂

Quelques jours plus tard, du 20 au 23 août 1956, le Parti républicain se réunissait à San Francisco.

Ses débats étaient fiévreusement attendus, car, dans la position délicate où il se trouvait, il avait voulu que les Démocrates abattent leurs cartes avant de montrer ses faiblesses et ses divisions.

Le point faible du parti, depuis un an, est la santé de son président. En dépit des camouflages les plus éhontés du début, personne n'ignore plus que le général Eisenhower est tenu à des ménagements et qu'il risque même d'abandonner la Maison blanche au vice-président avant la fin de son mandat.

Or, avec le sectarisme qui caractérise les « libéraux », les Républicains de gauche, qui sont toujours prêts à faire des combinaisons « bipartisanes » avec les Démocrates, entrent en transes dès qu'on leur parle de Richard Nixon.

Nixon reste pour eux le personnage qui a aidé le Représentant Stripling à démasquer Alger Hiss. Huit ans ont passé de-

puis ce moment-là, mais il a porté un tel coup à l'équipe progressiste qu'il est « marqué d'infamie », comme dirait Voltaire, pour toute sa vie.

Il s'est révélé un vice-président habile, agissant et bien qu'il ait doné quelques gages à ses adversaires, ceux-ci font semblant de ne rien comprendre ou, plus exactement, ils se disent que s'ils n'exercent pas une pression constante sur lui, dès qu'il se sentira libre, il suivra la pente naturelle de son tempérament vigoureux et pourchassera de nouveau les marxistes. Lors des dernières élections partielles, il est le seul membre de l'équipe d'Eisenhower qui ait fait une campagne anti-communiste active ; si les autres avaient fait comme lui, s'ils avaient mieux que lui soutenu Mac Carthy, il y aurait eu moins d'abstentions et les Démocrates n'auraient pas conquis la Chambre des Représentants.

Mais la leçon n'a pas été comprise ; au mois de mai dernier, de « bons citoyens » ont essayé de représenter à Nixon qu'il était un élément de division au sein du parti et qu'il ferait mieux de renoncer à la vice-présidence. Sur leur conseil, Eisenhower lui a offert le ministère de la Défense.

Devant la vigueur de l'orchestration, Nixon fut impressionné, mais refusa de se laisser convaincre. Il fit bien : au cours d'un dîner chez Alice Roosevelt Longworth, il apprit par la T.S.F. que, dans le New-Hamsphire, des milliers d'électeurs répondant à des sollicitations discrètes, assuraient par écrit qu'ils s'abstiendraient si le parti l'abandonnait. Les « Libéraux » ne pouvaient plus se permettre de commettre la même faute qu'avec Mac Carthy. Le plébiscite le sauvait et la manœuvre d'utilisation de Herter contre lui s'effondrait dans le ridicule.

Ses ennemis au sein du cabinet ne se tinrent pas pour battus et Harold Stassen, le prototype du politicien caméléon, celui qui a réussi à s'introduire dans le ministère pour s'y faire, sans y croire, l'avocat du désarmement à l'O.N.U. et torpiller la politique « de force » (hélas ! bien modeste) de Foster Dulles, Harold Stassen annonça qu'il avait obtenu d'Eisenhower un congé d'un mois pour essayer (contre toute espérance) de relancer la candidature d'Herter et d'éliminer Nixon définitivement.

La manœuvre échoua complètement, comme il fallait s'y attendre : à l'unanimité des 1.323 suffrages, la convention de San Francisco adopta les candidatures d'Eisenhower et de Nixon après que Stassen eût fait publiquement l'éloge de ce dernier. Stassen avait toute honte bue, mais il n'y a que les plus honteux qui perdent : la veille, il était sur le point d'être radié du parti et sa carrière politique semblait brisée. Aujourd'hui, ceux-là même qui lui tournaient le dos étaient ceux qui l'applaudissaient le plus fort. Il peut espérer redevenir ministre.

Nixon n'a plus que des amis : les plus sectaires se sont fait une raison. Ils se disent que, maintenant, Nixon peut brusquement devenir président et qu'il vaut mieux n'avoir pas été de ceux qui ont mis des obstacles sur son chemin. D'autres, plus habiles encore, calculent que la besogne la plus urgente de l'heure est de l'entourer, de le séparer de ses vieux amis et de s'imposer à lui, coûte que coûte. Ils comptent que, l'ambition venant avec le succès, Nixon peut être de plus en plus tenté de donner des gages à gauche pour désarmer de dangereuses préventions. Déjà un journal de Los Angelès et, dans son bulletin, Mrs Dilling (auteur d'ouvrages qui font autorité), signalent que son agent électoral est un juif nommé Murray Chotiner. A un dîner de l'**United Jewish Appeal,** il a approuvé la déségrégation dans les écoles et l'armée.

Le président Eisenhower a fait une déclaration du même ordre au dîner de clôture du congrès de la Ligue contre la diffamation des **B'Nai B'rith** le 23 novembre 1953. Il a vanté la liberté, l'égalité des races régnant aux Etats-Unis et promis de lutter contre la discrimination dans l'armée et l'administration fédérale. Il n'était pas encore question, alors, de changer le régime scolaire. Fidèle à la ligne de conduite adoptée, qui satisfait plus encore les Juifs que les nègres, M. Eisenhower s'est prêté au coup de force judiciaire de la cour suprême avec l'arrière-pensée de nuire aux sénateurs du sud (en particulier au sénateur Eastland), qui cherchent à le retenir sur la pente savonneuse du « gauchisme ». M. Hoover lui a bien dit qu'en agissant ainsi il faisait un mauvais calcul et qu'il était toujours dangereux de compromettre les positions d'un parti pour faire plaisir à un gros électeur ou se venger d'un homme politique insensible aux pressions du gouvernement. Il n'a, tout d'abord, rien voulu entendre, mais, depuis quelques semaines, les agents locaux des deux partis conseillent vivement la modération : la masse des électeurs ne suit pas les intellectuels, syndicalistes et fonctionnaires que l'idéologie a lancés dans la bataille de la déségrégation. Il y a eu, dans le sud, des incidents tels que certaines tentatives de fusion ont été arrêtées net : on ne pouvait pas indéfiniment faire conduire les jeunes noirs dans les écoles blanches sous la protection de chars d'assaut. Et même à Washington, la situation a assez fâcheusement évolué pour justifier l'ouverture d'une enquête officielle. Les élèves nègres sont devenus arrogants et la ségrégation se refait d'elle-même dans les cours de récréation.

Si les Démocrates sont plus embarrassés que les Républicains vis à vis des noirs, ils ne sont pas moins bien placés vis à vis des Juifs. A la fin du mois d'août, Adlai Stevenson, qui aime beaucoup citer la Bible, a fait une prière publique pour le salut de la République israélienne, à l'occasion du Nouvel an juif. Cette prière a été reproduite avec éloges par **The Jewish**

Chronicle, le 31 août. Le 5 octobre, le même hebdomadaire a publié un comuniqué de la Ligue contre la diffamation des **B'Nai B'rith** certifiant que « rien dans son passé n'indique que Nixon ait été antisémiste ». Le président de la Ligue, Henry Schultz, était heureux d'ajouter que MM. Eisenhower, Nixon, Stevenson et Kefauver ne lui donnaient que des sujets de satisfaction ; ce qui ne veut pas dire que, malgré tout, les électeurs juifs, dont le poids se fait lourdement sentir dans la région New-York-New-Jersey (une région clé), n'ont pas leurs préférences ; celles-ci sont incontestablement démocrates ; elles l'ont toujours été et il est probable que, plus encore que d'habitude, ils se porteront vers ce parti dans l'espoir d'obtenir une modification à la loi Mac Carran sur l'immigration qui favorise trop l'élément nordique à leurs yeux.

***

Les questions juive et nègre, les concessions au New Deal, « l'internationalisme » de la politique étrangère et la menace que fait peser l'O.N.U. sur l'indépendance des Etats-Unis ont incité des nationalistes américains à reprendre l'idée du colonel Mac Cormick (jusqu'à sa mort directeur de la **Chicago Tribune**). Ils n'ont pas encore réussi à fonder un parti qui provoque l'éclatement des partis classiques trop imbus de la même idéologie mais ils ont fondé un certain nombre de comités locaux (1) qui espèrent avoir seize députés à la Chambre des Représentants. Ce serait un début modeste, mais, si l'opération était bien conduite, elle pourrait, à la longue, provoquer, sous une étiquette nouvelle qui efface tous les souvenirs fâcheux de la guerre de sécession, des alliances durables et qui modifient du tout au tout la vie du Congrès. Chacun pourrait alors se reconnaître : les Nationalistes d'un côté, les internationalistes de l'autre pour la confusion des pêcheurs en eau trouble.

Georges OLLIVIER.

(1) Cf., à ce sujet, **The Dan Smoot Report** (hebdomadaire), les bulletins hebdomadaires de **Dean Clarence Manion**.

LE MALAISE ALLEMAND

C'est probablement la première fois depuis l'avènement de la République fédérale que le malaise intrinsèque qui avait déjà régné lors de la formation de l'Etat se fait observer en plein jour et qu'il est visible à tout le monde. Les évènements d'Egypte et de Hongrie ont bouleversé le peuple allemand qui se trouve depuis longtemps dans un état d'incertitude. Les élections municipales avant les évènements extérieurs, en particulier dans le pays de Nordrhein-Westfalen, et récemment, après l'affaire du canal de Suez et l'insurrection de la Hongrie, dans le pays de Baden-Würtemberg, ont démontré que le peuple allemand ne se sentait plus rassuré et qu'il commençait à douter de son gouvernement. Presque partout le parti socialiste a gagné de 6 à 10 % des voix, tandis que le parti démocrate-chrétien subissait une diminution considérable de ses effectifs. Le parti libéral a ressenti les contre-coups de ses luttes fratricides qui avaient amené la dissidence d'un tiers du groupe libéral dans la diète fédérale. Les Allemands n'aiment pas changer de parti. Ils choisissent en général leurs leaders politiques en partant de considérations religieuses, philosophiques ou sociales, et c'est sur ce fait que repose la stabilité relative qui avait caractérisé, à l'époque, la vie politique de l'Empire jusqu'en 1914 et celle de la République fédérale de Bonn les huit dernières années. En 1949 la majorité des électeurs a choisi un gouvernement bourgeois et chrétien, parce que le peuple éprouvait de la répulsion pour les expériences idéologiques et sociales de l'époque nationalsocialiste et parce qu'elle craignait, de la part des socialistes, des solutions collectivistes qui auraient pu entraver l'essor de l'économie nationale. Le fait que le parti chrétien, au gouvernement depuis sept ans, ait subi des pertes considérables doit donc être interprété comme un véritable revirement dans l'opinion de base d'après laquelle les intérêts de l'Allemagne seraient le mieux gardés au sein d'un gouvernement bourgeois.

Or, quelles sont les causes de ce revirement qui, si celui-ci se poursuit, délogera le parti chrétien de sa position gouvernementale ? Il y en a plusieurs. La première se trouve dans

la personnalité du chancelier lui-même. Il faut se rappeler que le personnel politique et administratif allemand avait été complètement changé pendant les années 1945 à 1950 à la suite de la dénazification. Ce n'est que lentement et avec toutes les précautions possibles qu'une partie du personnel ayant servi sous le national-socialisme pût reprendre son activité administrative, non sans être constamment dénoncée à l'intérieur et à l'extérieur de l'Allemagne. La politique allemande des années d'après-guerre manquait d'un personnel expérimenté et documenté, de sorte que les rares survivants de la République de Weimar faisaient au début prime : parmi eux cet ancien maire de Cologne, Adenauer, qui à l'époque de la République de Weimar n'avait joué qu'un rôle effacé, de troisième zone. Sa simplicité intellectuelle, sa brutalité, son art du mensonge, sa connaissance des ruses parlementaires et son humour douteux d'orateur de carnaval de Cologne — lié à une fidélité inébranlable aux exigences de l'Eglise romaine représentée par le cardinal Frings — le firent vite avancer dans la nouvelle hiérarchie politique et donnèrent au peuple allemand l'assurance — certes contestable — d'avoir retrouvé en lui un grand chef politique — comme il en avait trouvé autrefois un en Hitler. Ce prestige de chef que les Allemands accordent facilement à tout homme sachant mener ses propres affaires est à l'heure actuelle en pleine décomposition. Adenauer a commis des fautes irréparables envers les partenaires de sa coalition qu'il serait trop long de rappeler ici, en les brusquant trop souvent ; il s'est montré trop figé dans ses conceptions de politique intérieure et extérieure, trop zélé aussi pour la cause des alliés occidentaux et trop peu empressé pour la cause des Allemands de la zone orientale, de sorte que le peuple commence à douter de la bonne volonté de son chancelier et aussi de sa capacité de mener une politique en même temps européenne et allemande. Le doute se propage actuellement dans son propre parti où les dissensions entre catholiques et protestants vont en s'aggravant à cause de la politique cléricale pratiquée par certains milieux du parti et allant souvent au détriment du protestantisme. On ne se trompera pas si l'on attribue la diminution considérable des voix démocrates-chrétiennes aux dernières élections municipales au fait que beaucoup de protestants, surtout de gauche, se fatiguent d'une collaboration qui les met constamment et un peu partout en échec, en leur accordant toutefois une égalité numérique de façade. Le chauffeur et la secrétaire de M. Adenauer sont en effet protestants, les conseillers politi-

ques, par contre, catholiques. On ne peut encore prévoir jusqu'à quel point l'élément protestant se dissociera de l'élément chrétien commun que le parti du chancelier prétend représenter. Dans leur majorité les autorités ecclésiastiques protestantes continuent à se prononcer en faveur d'une politique chrétienne commune. Mais déjà, — c'est en tout cas l'enseignement que l'on doit tirer des élections municipales récentes, — les brebis s'enfuient vers les partis socialistes et libéral, et cette évolution peut prendre de l'envergure jusqu'aux élections pour la diète fédérale l'automne prochain.

Mais ni la dure physionomie du vieillard rétif ni les élucubrations verbales de cléricaux zélés ou de ministres dévoués à la cause de la contre-réforme n'auraient pu provoquer le malaise profond dans lequel le peuple se trouve actuellement si celui-ci n'avait pas perdu la conviction que son gouvernement considère vraiment la réunification de l'Allemagne comme premier objectif de la diplomatie allemande. La politique d'intégration européenne et de collaboration au sein de l'OTAN qui est poursuivie par le gouvernement fait naître la suspicion, en créant des faits accomplis empêchant des pourparlers sérieux avec l'Est, que le gouvernement se met consciemment et délibérément à l'œuvre pour barrer la route à l'entente des différentes parties de l'Allemagne. Que le gouvernement et le parti chrétien au pouvoir se défendent contre un tel reproche, quoi de plus naturel, mais même ceux parmi les chefs du parti chrétien que l'on croit de bonne foi n'ont pas pu prouver que leur politique d'intégration et d'alliance avec les peuples occidentaux conduit nécessairement et effectivement au résultat souhaité, c'est-à-dire la réunification. Les évènements d'Egypte et de Hongrie ont réveillé la partie du peuple allemand qui sait réfléchir et qui ces dernières années s'était repliée un peu trop sur elle-même. Certes, l'attitude de la Russie Soviétique et de la République démocratique populaire de Pankow ne donne à l'heure actuelle que peu d'espoir pour l'aboutissement d'une politique de coordination entre l'Allemagne occidentale et orientale. Mais il reste, toutefois, que le peuple allemand commence à exiger au moins la recherche sérieuse d'une telle politique et que les chefs de partis seront bien obligés de forcer un peu leur imagination. On se rend compte dans toutes les couches de la population qu'une politique quelconque de remilitarisation doit suivre et non pas précéder la politique de réunification. En s'acharnant sur des positions acquises et inamovibles, le gouvernement Adenauer a créé un malaise terrible parmi les Allemands de l'Ouest et de l'Est

qui cessent de considérer celui-ci comme syndic loyal des intérêts allemands. Il est certainement possible de faire une politique allemande en sauvegardant les intérêts de toutes les nations européennes, mais il est à la longue impossible de vouloir réaliser l'Europe au détriment de l'unité allemande. Depuis les évènements hongrois les Allemands se rendent compte qu'ils se trouvent, eux aussi, dans une situation géographique extrêmement périlleuse dont ni les bombes atomiques ni les troupes françaises et britanniques qui font la guerre quelque part dans le Moyen-Orient ne les pourront tirer. Dans une conflagration subite l'Allemagne sera subjuguée ou détruite avant que ses Alliés puissent jeter leur potentiel militaire dans la balance. C'est autour de cette réalité inquiétante que se cristalliseront désormais les fronts politiques. Le temps du mirage atlantique arrivera vite à sa fin si les responsables occidentaux ne réussissent pas à concevoir une politique nouvelle qui assurera effectivement la sécurité de l'Europe centrale. Quoiqu'il en soit et quels que soient les évènements que l'avenir incertain nous réservera, les interlocuteurs occidentaux seront indubitablement forcés de compter avec le malaise intérieur et extérieur dont nous avons parlé et qui est né de la politique stérile du chancelier Adenauer. C'est avec une inquiétude profonde que l'Allemagne occidentale s'approche de l'année à venir qui, à travers les élections, décidera de son destin. Elle sait qu'elle devra payer un jour les fautes que le gouvernement Adenauer a accumulées comme elle a dû payer, en subissant des blessures affreuses, les dettes terribles que le Führer avait contractées. Ce serait une erreur de douter de sa fidélité envers l'Occident. Mais pénétrant plus profondément dans le fond même de ses problèmes l'Allemagne sait aujourd'hui que ses chefs l'ont menée dans le désert et qu'elle doit chercher de nouveaux chemins si elle veut trouver, en accord avec les autres nations de l'Europe, la paix et la sécurité.

Karl HAMMER.

LES FRANÇAIS D'AFRIQUE DU NORD

ne peuvent vivre en personnes traquées

Le public ne connaît à peu près rien des réalités nord-africaines puisqu'une presse servile à 95 % refuse d'informer honnêtement ses lecteurs. Pour quelles raisons ? Ne pas déplaire aux derniers gouvernements dont la « politique coloniale » tourne à la confusion et s'achemine vers une faillite totale par ignorance, incompétence, en un mot, par absence de gouvernants. Entre ce que nous ne cessons d'écrire ici depuis trois ans et les résultats obtenus par cinq gouvernements successifs, il y a toute la différence entre la realpolitik et la spéculation des illusions, toute la différence entre les déclarations Mollet-Pineau de fin juillet pour Suez et la réalité, toute la différence entre un « grand » et un pays satellite.

Les milliards soutirés avec désinvolture aux contribuables français ont contribué à alimenter les caisses de la Tunisie et du Maroc. Les bonnes âmes disent : Sans cet argent, la position des Français nord-africains deviendrait intenable. C'est vrai. Mais une partie de cet argent aide plus ou moins directement les rebelles algériens.

L'armement est cédé aux anciens protectorats... « parce que si la France ne le fournit pas, l'Espagne le donnera ». Et alors ? des cadres marocains ne furent-ils pas *aussi* instruits par les Espagnols en plus des 190 dressés en France ?

Une politique de lunaires car nous aurons le paquet sur le dos, un jour en Algérie. Tout le monde le sait, le crie, de Tunis à Casablanca. On ne l'ignore même plus en haut lieu, mais une information « filtrée » laisse l'opinion sous l'impression que l'expérience de l'indépendance réussit. Nous le souhaiterions... puisque le vin est tiré. Cela permettrait l'économie de l'entretien d'armées en stationnement et le renforcement des frontières algériennes. Malheureusement, l'Algérie compte environ 1.200 000 Français ...et les attentats ne cessent pas en plein Alger et ailleurs malgré les cadeaux de M. Robert Lacoste.

Pour les métropolitains qui s'intéressent encore au sort des Français d'Afrique du Nord, nous avons réuni des renseignements de sources différentes venant du Maroc. Nous leur offrons un tableau de la situation du Royaume marocain qu'ils ne trouveront pas dans leur quotidien habituel.

Fin septembre dernier, dans une usine de produits chimiques et d'engrais des « Roches Noires », à Casablanca, les ouvriers se mirent en grève sur mot d'ordre de l'U.M.T. et voulurent interdire l'entrée de l'usine à plus de cent ouvriers européens. Service d'ordre. Violente bagarre, 24 policiers lapidés parmi lesquels le commissaire Tourne et le brigadier-chef Gentil. Le directeur de l'usine fut atteint par une balle à la tête.

L'U.M.T. (Union Marocaine du Travail) est une centrale syndicale spécifiquement musulmane, créée uniquement par les délégués américains de la C.I.S.L. de Bruxelles. Une « belle » histoire qui menace de tourner à l'apprenti-sorcier. Un correspondant, M. H... P..., a résumé les revendications de l'U.M.T. qu'il est bon de connaître en France.

1° Salaire minimum de 120 frs pour le manœuvre (salaire actuel officiel pour Casablanca : 66,90).

2° Augmentation de 20 % des salaires allant de 20.000 à 45.000 francs par mois.

3° Augmentation de 15 % des salaires allant de 45.000 à 55.000 francs par mois.

4° Réintégration des ouvriers licenciés pour faits politiques ou syndicaux durant les années 1952 à 1955.

5° Licenciement des contremaîtres et agents de maîtrise français.

6° Indemnité de transport pour tout ouvrier habitant à plus de 4 kms du lieu de travail.

7° Interdiction au chef d'entreprise de licencier un ouvrier, même pour faute grave, sans accord préalable de l'UM.T.

8° Libre choix pour l'ouvrier de son médecin en cas de maladie.

9° Paiement intégral des jours de maladie, n'excédant pas 15 jours, sur simple présentation d'un certificat médical.

10° Une visite médicale périodique (selon les entreprises, tous les mois, tous les trimestres ou tous les ans).

11° Suppression des zones de salaires et alignement de tous les salaires sur ceux de Casablanca.

12° Indemnité de logement à tous les ouvriers (5.000 fr. par mois pour les ouvriers mariés et 2.500 francs pour les célibataires).

13° Prime supplémentaire de 30 % pour travaux salissants.
14° Prime de 30 % pour travaux dangereux ou insalubres.
15° Indemnité de panier.
16° Indemnité de hammam (400 francs par mois).
17° Allocations familiales pour tous les travailleurs.
18° Salaires, indemnités de déplacement, gratifications aux taux appliqués aux Européens, sans discrimination de qualification professionnelle.
19° Paiement intégral du salaire horaire des gardiens, veilleurs de nuit et concierges (actuellement la législation prévoit qu'il n'est dû que huit heures de salaire pour douze heures *de présence*).
20° Suppression des heures supplémentaires.
21° Trois semaines de congé annuel.
22° Affectation d'un local dans l'entreprise au bureau de l'U.M.T.
23° Construction d'un garage pour bicyclettes dans chaque établissement.
24° Suppression de la récupération des heures de travail perdues par suite de grève, d'intempéries, de fêtes chômées ou de causes accidentelles.
25° Rappel de salaires aux ouvriers ayant perdu leur emploi en raison de leur arrestation de 1952 à 1955 pour faits politiques ou syndicaux.
26° Retraite à tous les travailleurs.
27° Distribution gratuite à tous les travailleurs, sans exception aucune, de vêtements de travail.

Il faut ajouter à cette liste, qui s'allonge tous les jours, des « faits accomplis ». Tel celui d'ouvriers refusant de travailler sous la direction d'un Européen et que le patron, pour éviter un arrêt de travail, dut doubler par un « directeur » musulman dont l'unique travail consiste, le plus souvent, à transmettre les ordres à ses coréligionnaires. Le racisme et la francophobie s'intégrent de plus en plus dans les revendications de l'U.M.T. dont certaines sont d'ailleurs normales, mais qu'une économie ne peut accepter en bloc sous peine d'éclater. Bien que nous soyions enclins à nous en réjouir pour les industriels marocains milliardaires qui jouent la carte anti-française.

En général, le rendement des ouvriers a baissé de 30 % depuis la proclamation de l'indépendance. A l'Office chérifien des phosphates, on avance même le chiffre de 50 à 60 %. Des entreprises, européennes et musulmanes, ou ferment leurs portes ou réduisent leur activité devant l'accroissement con-

sidérable des charges nouvelles ou l'impossibilité d'employer des cadres compétents qui récusent les ouvriers parce que européens. D'où un chômage accru malgré l'ouverture de quelques chantiers pour tenter d'absorber les sans-travail, chantiers sur lesquels on estime le rendement de l'ouvrier entre 10 et 25 % du travail normal. Résultats : recrudescence des vols, des assassinats, des exactions, des enlèvements et des rançons.

Le Port de Casablanca perd de son activité ; les dockers sont les maîtres et ne se gênent pas pour accidenter volontairement les marchandises françaises débarquées, en particulier les voitures automobiles. Le prix de l'essence, qui est passé de 36 à 60 francs, a des répercussions dans tous les compartiments et le coût des denrées alimentaires est en constante progression au point que l'on se demande comment la majeure partie de la population indigène peut se nourrir décemment. Parfois quelques réactions avec un cortège criant : « du travail, du pain ou le Protectorat ! » réprimés sans aménité par la police.

Des bruits incontrôlés affirment que le prince Hassan a dépensé 20 millions pendant un séjour de dix jours en France et les princesses 30 millions pour leur voyage. Le dahir du 31 juillet 1956 a attribué au Sultan, pour la liste civile et les cabinets impériaux, la somme de 1.655.269.000 francs ; pour la présidence du Conseil 2.485.333.000 francs. Le dahir du 7 mars 1956 fixe des frais de déplacement, en sus des indemnités, *majorés de* 100 %. Les traitements somptuaires des ministres et hauts fonctionnaires provoquent d'ardentes polémiques et il se pourrait que ces allocations soient revisées sous la pression de l'opinion publique car le budget du Travail et des questions sociales ne se chiffre qu'à 462 millions pour tout le Maroc. Quant aux gouverneurs et autres fonctionnaires de droit divin, ils se servent eux-mêmes, directement ou indirectement, avec des polices à leur dévotion qui limitent les réclamations et les plaintes.

M. U... F... donne des faits plus précis, dont nous supprimons les noms. La plus grande boulangerie de Casablanca dut recruter un directeur marocain, le personnel refusant de travailler avec un directeur français. Une très importante entreprise n'ayant pas voulu céder à l'ultimatum des ouvriers, la grève dure depuis plusieurs mois ; les Marocains exigent le renvoi du chef des travaux français qu'ils assomèrent et voulurent brûler vif. La direction les renvoya ; grève immé-

diate. Une usine de crin végétal, saccagée: le directeur et sa femme ne durent leur salut qu'à une fuite éperdue. L'U.M.T. les met en demeure de rouvrir l'usine, de reprendre le personnel malgré les machines rendues inutilisables, le coffre-fort pillé et le refus des autorités marocaines d'assurer la sécurité de l'entreprise.

Entre cent autres faits qui pourraient constituer un livre.

Et U... F... ajoute : « La situation des Israélites au Maroc ne cesse d'empirer bien que le gouvernement marocain affirme officiellement sa bienveillance à leur égard. Les brimades et les persécutions vont croissant. 8.000 familles juives du Tafilalet (entre Oujda et Figuig) vivent dans une terreur permanente ; les pillages et les « amendes » se multiplient. Il est interdit aux commerçants israélites de vendre aux Marocains maisons et propriétés, d'expédier un mandat aux personnes résidant hors du Maroc. Les Israélites n'ont pas le droit de s'associer aux musulmans. Il ne leur est pas facile d'obtenir des papiers pour quitter le Maroc. Telle est la situation réelle qui leur est faite par les fonctionnaires marocains qui ont reçu à cet effet des consignes secrètes. Sans parler des exactions de l'Armée de Libération qui rançonne la colonie juive chaque fois qu'elle en a l'occasion... »

M. U... F... conclut : « La dégradation de l'autorité du Sultan est inquiétante car elle est l'œuvre d'éléments extrémistes xénophobes et fanatiques *auxquels aucune convention ne pourra être opposée...* » Point de vue qui rejoint celui de M. H... P... (tous deux habitant le Maroc) : « ...Ce qui serait très grave, ce serait, après le départ des contrôleurs civils, de nombreux policiers français, celui de l'armée française demandé par le P.D.I. et par l'Istiqlal. Le Maroc entier serait livré à l'anarchie et à la famine... »

Après la Tunisie et le Maroc (600.000 Français), demain l'Algérie (1 200.000 Français) par petites étapes car le statut ne pourra être qu'une « autonomie interne » qui fut le tremplin de l'indépendance.

Il nous semble intéressant de résumer les suites d'un autre abandon à travers l'enquête qu'a effectuée Merry Bromberger et que publia *l'Espoir*, de Saint-Etienne, sur les médecins et savants français membres de la mission Sainteny dans le Nord-Vietnam.

« Tous ces hommes vivent dans une atmosphère de suspicion et d'isolement systématiques. Il est interdit aux mé-

decins pasteuriens d'entrer dans un hôpital vietnamien. Les étudiants en médecine vietnamiens n'ont pas le droit de faire chez eux un stage de microbiologie. Le traitement de la rage à l'Institut Pasteur, du cancer à l'Institut du cancer à Hanoï dure trois semaines à un mois. Mais les malades qui viennent de l'extérieur de Hanoï doivent obtenir pour se déplacer un laissez-passer valable seulement 8 ou 15 jours. En conséquence, ils repartent sans que le traitement soit terminé.

La mission Sainteny est l'objet de mille vexations. Elle n'est pas autorisée à sortir de Hanoï. Elle ne peut obtenir d'essence pour ses voitures. Elle se voit refuser les privilèges diplomatiques. Tout cela donne une idée de la façon dont Ho Chi Minh conçoit la co-existence et les « immenses possibilités » des échanges culturels tant vantés par certaines propagandes.

Au lycée Albert-Sarraut, les professeurs vietnamiens « ignorent » leurs collègues français. Aucun étudiant n'est plus admis à poursuivre ses études à Paris. Pékin, Moscou, Leipzig, sont désormais les nouveaux centres de formation. « *Dans le Nord*, estime M. Bromberger, *il ne restera rien de notre culture dans deux générations* ».

Tant pis pour la culture ! mais pensons à la peau de nos compatriotes, les humbles et les modestes (95 % des Français d'Afrique du Nord). La France n'a pas libéré des pays pour que les citoyens *qu'elle a envoyé œuvrer sous la protection de son drapeau* deviennent des individus traqués ou des esclaves. Le comble serait que la lâcheté accompagne l'abandon.

Pierre FONTAINE.

LA DROITE DE MONSIEUR LAZAREFF...

Les Temps Modernes ont publié sur « La Gauche » un numéro de 480 pages, rédigé par des gens d'extrême-gauche, le plus à droite étant marxiste jusqu'au prépuce, à quoi *La Parisienne* a répondu par son numéro d'octobre, de 120 pages, sur « La Droite », dont plus de la moitié est écrite par des hommes de gauche.

Auparavant, le numéro de septembre, titré il est vrai « Paris-Tricheur », contenait 75 pages d'un Albéric Norrit où l'on voyait la droite assommée à tour de bras dans une revue dirigée par Jacques Laurent, qui se dit homme de droite.

J'ai écrit une lettre qui a été publiée dans ce numéro, où je montrais que pour ces jeunes gens, qu'ils soient de *La Parisienne* ou des *Temps Modernes*, le fin du fin est de s'interroger gravement sur ce qu'est au juste la droite et la gauche, comme si on ne s'en doutait pas, avec la volonté délibérée d'ignorer que la droite est tout de même autre chose que le *Figaro* ou M. Boutemy.

« Les condamnés de 44, à la hargne, à la rancune inépuisables » font aussi partie de la droite « trop recuite d'amertume, de ressentiment ». C'est un tout petit peu choquant dans une revue « de droite ».

Il y a quand même une subtile différence : *les Temps Modernes* s'expriment comme *La Pravda*, et *La Parisienne* comme *la Litératournaia Gazeta*. Mais dans *La Parisienne*, on lèche les pieds de Lazareff, ce que nous épargnent tout de même *Les Temps Modernes*.

On en arrive à se demander si Jacques Laurent ne se moque pas de nous, et si l'admiration éperdue de François Nourrissier pour le journal *Elle*, n'est pas de l'humour sarcastique.

Elle, c'est « la France, la crânerie, le triomphe d'une société aristocratique ! ».

Eh bien non, François Nourrissier savait très bien ce qu'il faisait, il s'apprêtait à placer un roman dans *Elle*, qui l'annonce déjà, cette presse volontairement rédigée pour d'épouvantables crétins, que l'on chouchoute et chatouille en les appelant intellectuels. « *Elle*, le journal de la femme intelligente, » disait sa publicité !

Un honnête homme ne peut acheter *Elle* que pour se délecter de sa bêtise insondable. On y trouve des choses énormes : des lettres de femmes qui se plaignent de vivre dans un milieu épais, fermé aux valeurs de l'esprit, et qui ne respirent l'air des hauteurs qu'en lisant *Elle*.

Il est fâcheux pour l'intelligence que des écrivains comme ce jeune Nourrissier ne comprennent pas qu'en flattant le prétendu *vrai* pouvoir, la *vraie* réussite de Lazareff, ils se dégradent bien plus qu'en écrivant dans *les Lettres Françaises*.

Mais l'ignore-t-il ? Est-il possible que la jeune gauche soit si bête ?

C'est certain. Il ne suffit pas de se dire de droite pour l'être. Ce serait trop commode. On reconnait la gauche larvée à ce qu'elle écrit « terroriste » entre guillemets et tient « lecteur de Rivarol » pour une injure. C'est le cas de Nourrissier affligé par l'ignorance monolithique des jeunes musulmans qui ne connaissent que le Coran, ou de marxistes gavés de brochures sur Staline.

Pour cet ingénu, la droite, c'est l'argent, les féodaux, la réaction, le colonialisme. Il ignore que l'argent est plus à gauche qu'à droite (La droite n'a pas un seul quotidien) et que le bolchevisme est synonyme de colonialisme et de réaction.

Pour Nourrissier, la droite, c'est la milice qui a « accusé, traqué, arrêté, fait juger et condamner des Français ». Jacques Laurent publiera dans sa « revue de droite » ! Il sait pourtant que l'épuration a accusé, traqué, arrêté et massacré sans les juger, cent ou mille fois plus de Français que la milice.

Le numéro sur la droite, de *La Parisienne*, est une *provocation*, ou une trahison. La droite n'a pas à se tenir sur la défensive, quand ses positions sont toutes tournées vers l'avenir.

La gauche, c'est le passé le plus révolu si l'on admet sa définition implicite : marxiste, résistante, gaulliste,

cryptocommuniste, antiallemande et antieuropéenne. Les positions de la gauche dans l'affaire de la C.E.D. sont tellement dépassées qu'on n'imagine pas, quelque mal que la gauche se donne, une nouvelle guerre entre la France et l'Allemagne.

De ce fait, les « collaborateurs », qu'on accuse de toutes les « erreurs », se sont toujours trouvés à la pointe du progrès. C'est la droite qui a eu raison, c'est elle qui était dans le fil de l'histoire, même avant les révoltes de Pologne et de Hongrie.

Le marxiste prétend nous donner le secret de l'organisation du travail pour le bien des travailleurs. Comment se fait-il alors que les pays marxistes ont tous plus de trente ans de retard sur les pays d'Europe demi-socialistes, mais où l'entreprise est libre ?

Comment se fait-il que ces pays aient eux-mêmes un standard de vie beaucoup inférieur à celui d'un pays capitaliste comme les Etats-Unis ?

Comment se fait-il que les milieux artistiques et littéraires soient tellement noyautés de marxistes que des Rousseaux Kemp et Billy soient considérés comme de droite ?

Comment se fait-il qu'une revue littéraire, menant une enquête sur la droite n'ait osé consulter que six hommes de droite sur vingt-six rédacteurs appelés, plus Françoise Sagan qui, par miracle, ne fait pas de faute de grammaire ?

Comment se fait-il que des valets à plat-ventre devant les dictatures, comme Aragon et Courtade, continuent à passer pour des hommes de gauche, même après l'effroyable réaction communiste en Hongrie ?

C'est la preuve que la gauche peut tout se permettre. On peut tout faire, tout proposer, tout proclamer, pour peu qu'on ait pris la précaution de se dire antifasciste et anticolonialiste.

En revanche, à droite, il y a des limites que tout le monde connait, mais que personne n'ose dire. Et pourtant, quel succès public elle aurait, la droite qui oserait s'avouer !

Albert PARAZ.

...ET LA GAUCHE DE MONSIEUR BOUTEMY

« CE numéro, quelle étrange idée ! » écrit, comme pour désarmer la critique, François Nourissier à propos du numéro spécial consacré à la Droite et publié par la Revue « **La Parisienne** » dont il est le Rédacteur en Chef.

Ah ! Dieu oui, quelle étrange idée ! Voilà un numéro sur la Droite auquel une vingtaine d'écrivains ont collaboré. Or, sur ce nombre, il n'y en a que deux qui sont sûrement de droite, Beau de Loménie et Pierre Boutang, et peut-être deux autres que cette étiquette ne ferait pas se récrier très fort, Pierre Andreu et Paul Serant. Les autres sont des gens de gauche ou des gens qui ne veulent pas être de droite.

C'est ainsi la particularité de ce numéro sur la Droite, qu'il est fait par des gens de gauche, qui se veulent de gauche, et par « d'autres » qui ne se veulent rien du tout, qui ne croient plus à ces distinctions et à l'importance de ces catégories. Le premier enseignement qu'il faudrait donc tirer de cette étude serait qu'il y a des gens de gauche, mais qu'il n'y a pas de gens de droite. Ou encore que la plus sûre manière d'être classé à droite serait de refuser de se laisser classer. Mais voilà qui ne ferait sans doute aucun plaisir à Jacques Laurent qui s'est naguère chamaillé avec Simone de Beauvoir sur cette façon de procéder et d'embrigader les esprits contre leur volonté.

Non, la vérité est que Jacques Laurent ne veut pas — il nous le dit dans l'introduction — nous donner là un numéro pétaradant de certitudes toutes faites, à la manière des Temps Modernes, mais des éléments de réflexion. Il ne vise pas à donner des certitudes mais à poser des problèmes.

Le malheur veut que les hommes de gauche interrogés dans ce numéro (à l'exception de Nourissier que Jacques Laurent nous dit de gauche et qui trouve le temps en six pages de rejeter Bidault et ses rodomontades, Mendès qui confond les notions, Lacoste qui trahit son parti, Duclos, Duchet et Boutemy qui lèvent le cœur, sans parler de Poujade et Tixier-Vignancour dont le seul prononcé des noms exige qu'on se rince la bouche), le malheur veut que ces hommes de gauche aient, eux, des certitudes — et congrument formulées. Ce sont les autres qui n'en ont pas.

Il y a peut-être alors une autre formule, ou un corollaire, de la pensée sous-jacente à tout cela : l'homme de gauche a des certitudes, l'homme de droite n'a que des problèmes. Ou mieux encore — car enfin il y a des hommes de droite qui

ont des convictions — les certitudes de l'homme de gauche sont au bout du compte plus volontiers entendues à « La Parisienne » que celles de l'homme de droite !

Ce serait alors bien vilain de la part de Jacques Laurent de cacher sous une grande élégance nonchalante de pensée une banale soumission aux idées ambiantes. Et bien facile de traiter allusivement de niais Louis Pauwels qui lui aurait soi-disant demandé de rassembler une bonne jeunesse de droite sur une bonne barricade, alors qu'il ne s'agit pas le moins du monde de cela, mais de mettre un peu de clarté dans sa pensée sans toujours jouer avec elle comme le petit chat avec le bout de sa queue.

⁂

Mais que Jacques Laurent se rassure, si cela était de nature à l'inquiéter ! Nous ne lui croyons aucune duplicité, seulement une grande indifférence à ce qu'il dit. Comme ces trop bons élèves qui mettent un plaisir malin à critiquer le sujet proposé et à en montrer la vanité, il emploie un grand nombre de pages à nous exposer qu'il n'y a pas un « homme de droite » et un « homme de gauche » et qu'il ne s'agit là que d'un faux problème. Mais alors, grand dieu, pourquoi donc consacrer un numéro à la Droite si cela ne vous intéresse pas ! Il y a tellement d'autres sujets qui sont peut-être plus réels. Personne ne lui a imposé, l'on suppose, le sujet de la composition. Quand il nous expose longuement que certaines réactions dites « de gauche » se rencontrent chez des hommes que l'on croit ou qui se croient « à droite », il se moque de nous. « Il n'y a pas. écrit-il, un drame droite-gauche en France, mais adolescence-maturité ». A ce petit jeu il est facile de lui montrer que l'adolescence et la maturité se retrouvent également à tout âge et chez tout individu. S'il veut nous convaincre que la droite ou la gauche ne déterminent pas la personnalité tout entière, non plus que la politique, la littérature ou l'amitié, c'est prendre beaucoup de peine pour faire retentir une vérité dont chacun se doute.

Le plus chagrinant est qu'à parler de ce qui ne vous intéresse qu'à demi, on court le risque d'ennuyer. La seule chose qui puisse sauver la politique est qu'on ne puisse vraiment faire autrement que d'aller à elle. Pas forcément pour s'y enrôler. Peut-être seulement pour s'y heurter.

⁂

C'est ce ton, où se reconnaît avec soulagement la pensée non plus seulement **maniée,** mais **éprouvée,** qui caractérise les quatre articles intéressants de Pierre Boutang, Claude Elsen, Robert Poulet et Paul Sérant.

Elsen et Poulet se heurtent à la politique pour la refuser. « Je ne suis pas un ci-devant, je suis un en-dehors ». dit à peu près Elsen. Et Poulet « Je suis rentré dans la catégorie de

l'individuel et j'entends y demeurer ». C'est la découverte dont Paul Sérant faisait ailleurs toute l'histoire dans l'admirable roman « Les Inciviques ». « Paradoxalement, disait un personnage, nous sommes aujourd'hui, nous autres ex-fascistes, les seuls à croire aux droits de l'homme et à la liberté individuelle ». La Cité ne les intéresse plus. Ils ont de bonnes raisons pour cela. On peut le regretter. On peut se demander ce que cela fait avec la Droite (c'est aussi bien la position d'un homme qui fut à gauche comme Claude Jamet). On ne peut pas ne pas les comprendre, tant il y a de noblesse, de vérité, et, disons-le, de tristesse dans leurs voix. Disons cependant le sens politique — au delà de la politique — qui s'attache encore à ce qu'ils disent : c'est l'irrémissible condamnation de ceux qui les ont conduits à cette position.

Il reste le problème de la Droite auquel se joint curieusement celui du Fascisme dont traitent les deux articles les plus intéressants : un magnifique Adieu au Fascisme (qui se termine dans le numéro de novembre) de Robert Poulet, et une note de Paul Sérant.

Contrairement à ce que suggère Jacques Laurent, nous ne croyons pas que les notions de Droite et de Gauche aient perdu de leur sens. Nous pensons au contraire que ce sont des pôles, mobiles et irritants, de toute pensée et de toute sensibilité. La pire manière d'en être victime est de les nier ou de les travestir.

Ce qui détermine la Droite et la Gauche, ce n'est évidemment pas les réactions devant l'armée, devant la capitulation, devant la religion, ni, comme voudrait nous le faire croire Jacques Laurent, devant le style ou devant la sexualité. Ni même les réactions en face du passé et de l'avenir.

Il y a toujours eu, au sein de ce qu'on appelait la Droite, une grande division qu'une étude sérieuse aurait eu pour première tâche de mettre en lumière parce qu'elle peut nous fournir de précieuses indications. Il a toujours existé une Droite conservatrice, libérale, parlementaire, dont les structures sociologiques sont chaque fois intéressantes à considérer. Elle défend avant tout la Propriété là où elle est, sachant sacrifier les franges menacées, récentes, sentant quelque peu son aventure peu durable, au profit des domaines plus stables, industriels ou assurés dans des familles ou de grandes Compagnies. Elle est représentée aujourd'hui par Paul Raynaud ou Pinay. Mais il existe en face une autre Droite, aux yeux de laquelle le train des choses depuis un siècle apparaît comme une décadence, une autre Droite qui se veut créatrice, qui est volontiers anti-parlementaire, qui éprouve un besoin de mouvement et de changement, qui sacrifierait volontiers quelques fortunes pour satisfaire son désir de découverte. C'était la Droite de **Gringoire**, des jeunes de l'**Action Française**. C'est peut-être aujourd'hui celle de Poujade. Il n'y a que peu de rapports entre ces deux Droites,

les perspectives sont différentes, les raisons d'agir, les imaginations et les sensibilités.

Et cependant, on appelle ces deux familles d'esprits : la Droite. Ce n'est pas sans raison. En effet, ce qui caractérise la Droite et la Gauche ce n'est rien de ce que nous avons dit. C'est l'attitude d'esprit devant les frontières, sociales ou nationales, devant les différences, devant ce qu'on pourrait appeler pompeusement les modes de communication des consciences. L'homme de gauche ressent non seulement comme une nécessité, mais comme un lien, la suppression des différences entre les groupes, à l'intérieur comme à l'extérieur des frontières. Il éprouve comme bienfaisant et fécond, apaisant, l'ouverture de toutes les écluses de l'histoire qui amènerait comme à un égal niveau les différents plans d'eau que représentent les groupes techniques et culturels de l'humanité. Il croit à l'homogénéité des consciences. L'homme de droite au contraire n'y croit pas. Il appellerait nivellement cette égalisation. Il ressent les différences comme fécondes, comme des sources d'originalité qui n'excluent pas la communication mais au contraire l'enrichissent. Il n'imagine l'uniformisation que comme le masque des pires tyrannies.

Cela ne veut pas dire que chacun conforme nécessairement et infailliblement ses actes à ces imaginations. Cela veut dire qu'un pôle secret existe en lui qui oriente ainsi sa sensibilité, pôle mystérieux, mythique, qui existe avant les analyses qu'il peut conduire sur ces thèmes, d'origine sans doute psychanalytique comme les réactions que l'on a devant les concepts d'Ordre et de Liberté.

⁂

Ceci dit, il reste le phénomène du fascisme, dérivé peut-être en France de cette partie de la Droite, combattive et antilibérale, mais qui s'en est ensuite totalement détaché. Nous ne faisons aucune difficulté à reconnaître que, sur certains points, le Fascisme est à Droite. Il y a de la puérilité plus encore que de la timidité à le méconnaître ou à le dissimuler. Mais il faut ajouter aussitôt ceci : à notre époque les réactions peuvent diverger sur le plan national et sur le plan international. Ces barrières dont les gens de Droite ont besoin, nous n'y croyons plus sur le plan intérieur : nous pensons qu'elles peuvent tomber, qu'elles le doivent. Ce qui fait l'apanage de la Gauche en ce domaine, c'est pour le parti socialiste une méthode périmée, pour le communisme une théorie internationaliste en pleine déroute. Or, si nous nous voulons de gauche (au sens où nous l'avons défini) sur le plan intérieur, nous sommes de droite sur le plan international. Nous ne croyons pas à « l'internationalisme individuel », nous ne croyons qu'à la communication des nationalismes.

Paul Sérant, dans une « Simple Note sur le Fascisme Fran-

çais », montre toutes les impossibilités du Fascisme d'autrefois. Nous sommes pleinement d'accord avec lui, de même que nous sentons toute la beauté de l'admirable « Adieu au Fascisme » de Robert Poulet qui est une magnifique justification de ce qui fut son dessein.

Paul Sérant a parfaitement raison : le Fascisme n'a actuellement aucune chance en France. Il oublie seulement de préciser un point qui a son importance : il n'y a pas actuellement en France de Fascisme. Il y a une **tradition fasciste**, ce n'est pas la même chose. Et une tradition qui entend bien faire son profit des enseignements d'un passé récent. De même que les fascistes ont appris, sous l'effet de la persécution, ce qu'est la liberté individuelle, la respiration nécessaire, les nationalismes ont appris également qu'ils doivent s'entendre et unir les deux revendications dans la liberté de l'Europe des Nations. Il n'y a actuellement pas de chef, objectent-ils ? Nous n'en sommes pas encore là, nous n'en sommes qu'à une sorte de « Réforme intellectuelle et morale » qui doit d'abord débarrasser les esprits des idées fausses qu'y ont jeté des mensonges acharnés et guérir les nerfs de cette maladie débilitante que signale à juste titre Jacques Laurent : celle de la capitulation, de la fausse compréhension, qui est finalement celle de l'abstraction. Ce n'est pas n'importe quelle Europe que nous voulons, sûrement pas celle de l'idéologie, mais celle de sociétés organiquement intégrées.

Disons-le à Paul Sérant : nous ne croyons pas que la pensée fasciste soit actuellement séparable des épreuves subies, ni séparable d'une pensée commune aux différents pays d'Europe. Le processus est inverse de ce qu'il était avant guerre : un chef créait alors le Mouvement qui pouvait ensuite se trouver des alliés au dehors ; il faut maintenant qu'une pensée commune se dégage à travers les pays d'Europe qui trouvera ensuite naturellement un pouvoir fédérateur pour l'incarner.

Nous ne sommes pas des chouans ou des émigrés, nous sommes des vaincus. Il y a une logique de la défaite. Nous ne voulons pas jouer aux vainqueurs. Cela nous donne le temps de la réflexion et nous entendons bien en profiter. Nous savons aussi que rien n'est plus fou aujourd'hui en politique que les imaginations linéaires ne pensant l'avenir que comme le déroulement du présent. L'histoire procède plus que jamais par bonds, par mutations brusques et ce qui paraît impensable la veille éclate le lendemain. De toutes manières aucune pensée politique ne nous sera plus amicale et plus humaine que cette pensée qui est aussi réflexion sur elle-même.

Elle possède par ailleurs une force telle que, paradoxalement, dans ce numéro de « **La Parisienne** », les seuls articles qui émergent parmi les autres sont ceux consacrés, fut-ce pour la condamner, à la pensée fasciste. Eux seuls ont su véritablement se trouver un sujet.

Bernard VORGE.

CHRONIQUE DU MOIS

Situation du mendésisme

Commentant, il y a quelques mois dans cette chronique la démission de Mendès-France et soulignant l'indifférence avec laquelle l'avait accueillie l'opinion, ainsi que son absence totale de répercussions au Parlement, nous écrivions qu'il n'en fallait pas pour autant conclure que le mendésisme appartenait au passé. Nous ajoutions qu'il convenait au contraire de suivre avec attention le développement des manœuvres amorcées dès la fin du printemps en vue d'un regroupement des gauches, prélude à la formation d'un grand parti mendésiste, regroupement dont l'éclatement de la S.F.I.O. ou l'élimination de sa direction actuelle constituerait la phase décisive et d'ailleurs la condition indispensable.

Il nous paraît intéressant, après le congrès radical, de voir dans quelle mesure les faits ont vérifié la justesse de notre point de vue.

On doit d'abord constater un premier fait : bien que Mendès ne se soit pas départi, jusqu'au Congrès de Lyon d'un silence à peu près total et que son départ du cabinet ait pu parfois donner l'impression d'une demi-retraite politique que certains ont été jusqu'à comparer à celle de de Gaulle, il a en fait continué à exercer, par personnes interposées, une très grande influence sur l'action gouvernementale. Cette influence ne s'est pas manifestée à propos de la politique sociale et financière du cabinet « à direction socialiste » que Mendès homme « de gauche » a paradoxalement désapprouvée à plusieurs reprises malgré sa timidité et sa très convenable orthodoxie capitaliste. Elle ne s'est pas non plus manifestée dans la conduite de la politique étrangère essentiellement caractérisée par l'accord franco-allemand sur la Sarre et la relance européenne à l'égard desquels il s'est abstenu de tout commentaire. Mais elle a été et elle reste encore très sensible, sur la politique algérienne. On peut même se demander si elle n'a pas été plus efficace que si Mendès était resté vice-président du Conseil, car elle s'est exercée par l'intermédiaire de deux ministres appartenant non pas à son parti, mais à celui du président du Conseil.

C'est en effet, comme l'on sait, l'action au sein du cabinet de MM. Savary et Defferre, dont le mendésisme est notoire,

qui explique la dualité, brutalement révélée par les événements qui ont précédé et suivi la capture des chefs du F.L.N., de cette politique. Cette dualité s'est traduite, comme nous l'avons déjà noté dans nos deux précédentes chroniques, par la poursuite parallèle de deux politiques : la politique officielle dite de pacification et de réformes dans le maintien de la souveraineté française défendue par M. Lacoste et une politique officieuse de contacts clandestins avec le F.L.N., contacts d'abord directs, puis repris par l'intermédiaire du sultan du Maroc et de son fils, en vue d'une négociation sur la base de la reconnaissance de l'indépendance algérienne soutenue par MM. Savary et Defferre, c'est-à-dire en fait par Mendès et menée par des amis socialistes du président du Conseil. L'influence de Mendès-France favorisée par l'évidente indécision de Guy Mollet est ainsi responsable du caractère équivoque de la politique algérienne du gouvernement dont les Français du Maroc viennent de supporter les tragiques conséquences.

Il n'est pas sûr, comme l'espèrent certains, que la démission de M. Savary mette fin à cette équivoque. Mendès garde en effet au sein du cabinet, dans M. Defferre, un allié sûr qui lui permettra sans doute d'ici quelques semaines, une fois calmée la crise de virilité du Régime que personne et surtout pas Mendès-France, ne peut prendre au sérieux, de relancer la politique de négociations à laquelle la capture des chefs du F.L.N. a paru donner un coup d'arrêt. Il pourra surtout et c'est beaucoup plus important encore pour lui, par l'opposition permanente et artificielle à la politique Mollet-Lacoste que la présence de M. Defferre continuera à entretenir, aggraver le malaise que cette politique fait régner depuis des mois au parti socialiste. L'opposition de Mendès-France à la politique du ministre-résidant est en effet un artifice de propagande dont Mendès-France se sert depuis des mois pour dresser les militants socialistes et une partie du groupe parlementaire contre Guy Mollet. Mendès-France sait très bien que malgré les dénégations de M. Guy Mollet c'est une solution « Tunisienne » qui sera finalement adoptée pour l'Algérie. Il ne feint de croire le contraire en s'opposant à la politique Lacoste que parce qu'une crise au sein du parti socialiste se traduisant par une scission ou par l'élimination de Guy Mollet est la phase décisive de ce regroupement des gauches qui doit conduire à la formation d'un grand parti mendésiste.

Un deuxième fait s'impose en effet à l'attention : loin de revenir à la solitude politique qui fut la sienne jusqu'en 1954 et qui lui valut tant de prestige, Mendès a mis à profit son relatif éloignement des affaires publiques pour travailler activement à la création du parti mendésiste. C'est dans la perspective de cette création qu'il convient de considérer ce qui s'est passé au congrès radical et la scission du plus vieux parti de la République. Nous n'avons pas assisté à Lyon, comme le prétendent Mendès et ses amis jacobins à la rénovation idéologique d'un parti qui fut toujours plus une coalition d'intérêts qu'une société de pensée, ni à son retour à un jacobinisme qui ne fut jamais que symbolique. Plutôt qu'aux Jacobins, c'est aux Thermidoriens que la corruption de ses chefs à l'époque de sa splendeur faisait penser.

Nous avons assisté à la naissance du parti mendésiste dont le caractère et les objectifs sont tout différents. Il y a quelques mois, nous les définissions ainsi : le mendésisme, écrivions-nous, est le nom d'une tendance politique dont les objectifs sont sur le plan intérieur l'instauration d'une technocratie autoritaire à direction juive au moyen du Front Populaire et sur le plan extérieur la neutralisation de l'Europe et la liquidation de l'Empire français. Les objectifs du parti qui vient de naître à Lyon restent à peu près les mêmes. Mais les moyens devront être adaptés à l'évolution de la situation intérieure et extérieure. Ainsi, les événements qui bouleversent actuellement l'Europe soviétisée rendent quasi impossible le Front Populaire et ils ne permettront sans doute plus de présenter la généralisation de la formule « titiste » comme la solution du problème des rapports entre Moscou et l'Occident.

Peut-on évaluer dès maintenant les chances de ce parti dont l'avenir dépend entièrement du regroupement des gauches et par suite de l'attitude du parti socialiste où la position de Guy Mollet est encore solide ? Il semble difficile de le faire. Pour l'instant la position parlementaire de Mendès-France est extrêmement amoindrie et les perspectives de son retour au pouvoir semblent très lointaines. Et puis le mendésisme parti « de gauche » ne sera-t-il pas à la longue victime de l'extrême ambigüité de son esprit, des contradictions évidentes entre son vocabulaire et ses objectifs ? Un parti au service d'une technocratie qui conserverait sûrement l'essentiel du capitalisme que les esprits avant tout empiriques de la « bourgeoisie intelligente » considèrent avec

quelque apparence de raison comme le meilleur système de production possible, peut-il vraiment prétendre être un parti de gauche ?

Le mendésisme par sa nullité idéologique totale, son pragmatisme sans générosité et sans perspectives, son mépris des réalités spirituelles que met en jeu la politique (Pierre Boutang notait justement ces jours-ci que la France n'est pour les mendésistes qu'une *hypothèse de travail*) ne serait-il pas plutôt le dernier avatar de la droite de l'argent ?

Où va l'Espagne ?

L'Espagne a célébré le mois dernier le vingtième anniversaire de l'accession au pouvoir du Général Franco. Faire le bilan des vingt années qui se sont écoulées depuis le soulèvement national de 1936 et en évaluer exactement l'actif et le passif excèderait largement les limites de cette chronique. Nous essaierons seulement ce mois-ci, à la lumière de faits récents, de faire le point de la situation intérieure de l'Espagne et d'indiquer le sens probable de son évolution prochaine.

Derrière une façade officielle et trompeuse de concorde et de calme, un malaise politique profond règne en Espagne depuis quelques années. Ce malaise, dont les troubles universitaires de Madrid en février dernier ont témoigné de façon particulièrement aiguë, ne fait que s'alourdir. S'il n'a pas jusqu'à maintenant sérieusement menacé le régime, il est tout de même devenu suffisamment inquiétant pour que le général Franco ait jugé le moment venu d'une réforme constitutionnelle assez curieuse dont il espère, semble-t-il, l'atténuation des tensions de plus en plus vives qui se manifestent au sein du régime et la renaissance progressive, dans le cadre de ses institutions, d'une vie politique véritable qui permette de retrouver le contact populaire.

Avant d'exposer les grandes lignes de cette réforme qui n'est encore qu'à l'état de projet il est nécessaire, si l'on veut comprendre les intentions de ses promoteurs, d'analyser brièvement les causes du malaise espagnol.

La première réside dans l'aggravation des luttes d'influence et des oppositions idéologiques et politiques qui n'ont cessé, depuis la fin de la guerre civile, de diviser les éléments hétérogènes de la coalition sur laquelle repose le régime

franquiste. Ce régime, on l'oublie trop souvent à l'étranger où l'on comprend mal la situation paradoxale de la Phalange, seul parti officiellement autorisé, mais non le seul à exercer le pouvoir, est un régime pluraliste. Cela le différencie radicalement des régimes fascistes et national socialiste, régimes totalitaires et de parti unique auxquels ses ennemis du dehors n'ont cessé de l'assimiler. Ce caractère aurait pu être un facteur de stabilité et de concorde intérieure si le général Franco avait su ou voulu imposer aux éléments de la coalition franquiste un dénominateur commun moins purement formel que leur loyalisme parfois de façade à l'égard de sa personne.

Leur association au sein du régime s'est jusqu'à présent maintenue grâce à son autorité et à sa subtile politique d'arbitrage et de contre-poids, mais elle devient de plus en plus difficile, et même insupportable pour certains, au fur et à mesure que s'accroît la confusion créée depuis trois ans par le problème de la restauration monarchique. Ce problème, qui n'est résolu qu'en apparence, non seulement oppose les monarchistes aux phalangistes et à certains démocrates chrétiens de l'Action Catholique, mais en outre, il divise gravement la Phalange où il a par contre-coup provoqué la naissance d'une opposition au régime lui-même. On n'ignore plus maintenant en effet que de nombreux éléments phalangistes dans les syndicats et dans les milieux intellectuels et universitaires sont depuis plusieurs mois en état de rupture plus ou moins ouverte avec le franquisme et qu'ils se sont assez violemment opposés aux « Officiels » de la Phalange qui, reprenant à leur compte les accusations du monarchiste réactionnaire Calvo Serer, les ont traités de néo-marxistes. Ces éléments n'ont jamais caché qu'ils aspiraient à l'instauration d'une République sociale qui réaliserait enfin les grandes réformes (réforme agraire substituant la propriété familiale, communale et syndicale au latifondisme, réforme du crédit par la nationalisation des six grandes banques qui contrôlent l'économie espagnole) inscrites par José Antonio dans le programme initial de la Phalange. Ils estiment que celle-ci s'est compromise sans aucune contre-partie, puisque sa part dans la conduite des affaires publiques n'a cessé d'être réduite sous la pression de la droite monarchiste et des catholiques conservateurs ou démo-chrétiens, avec un régime dont elle ne constitue plus que le principal rouage administratif (tous les gouverneurs civils sont obligatoirement phalangistes) et qui s'éloigne de plus en plus de l'état national-syndicaliste

rêvé par ses fondateurs pour s'orienter vers un Etat catholico-social, soumis à la double influence des monarchistes et des démocrates-chrétiens. L'identification de la Phalange avec le franquisme qui résulte de sa situation paradoxale de parti officiel minoritaire dans le régime, situation qui la prive de la liberté d'action à l'intérieur de celui-ci dont jouissent les monarchistes et les démocrates-chrétiens, explique selon eux son isolement dans le pays et son absence de contacts réels avec les masses populaires et particulièrement, malgré l'action des syndicats, qui tend d'ailleurs à une certaine autonomie à son égard, sur les masses ouvrières.

Cet isolement et cette absence de contacts sont d'autant plus dangereux que les démocrates-chrétiens dont l'ancien leader Gil Robles, qui s'était exilé au Portugal, a été autorisé à entrer en Espagne, il y a plus d'un an, concurrencent activement sous l'impulsion de Mgr Herrera, évêque de Malaga, sous forme d'expériences qui s'apparentent avec plus de prudence à celle des prêtres ouvriers français, l'action du délégué national des syndicats José Solis et du ministre du travail Antonio Giron.

Ceci nous amène à la seconde cause du malaise espagnol qui est l'isolement du régime et son manque de contacts politiques permanents avec la nation. Ce phénomène peut être d'autant plus dangereux que les souvenirs de la guerre civile s'éloignent et qu'arrive à l'âge de sa majorité une génération de jeunes Espagnols (60 % de la population active) qui ne l'a pratiquement pas vécue. Cette génération, particulièrement chez les étudiants supporte moins bien que celles qui l'ont précédée les contraintes que le régime exerce sur la vie politique et sociale du pays. Elle voudrait participer davantage à celle-ci. Les jeunes intellectuels, et leur réaction rejoint parfois celle de la « gauche » phalangiste, s'insurgent d'autre part contre le conformisme stérilisant et le moralisme étouffant que l'influence excessive de l'église impose à la vie intellectuelle et à l'enseignement.

Il faut enfin ajouter à tout ceci les difficultés économiques et sociales provoquées par la hausse des prix consécutive à la rentrée de l'Espagne dans la vie politique internationale.

C'est pour remédier à ce malaise, au moins à ses causes politiques, que le général Franco, conseillé prétend-on par M. José Luis de Arrese, secrétaire général de la Phalange dont, soulignons-le en passant, les sympathies monarchistes et catholiques sont bien connues, projette une réforme constitutionnelle dont la caractéristique serait d'instituer un

semblant de régime parlementaire à l'intérieur d'un système de parti unique.

Il comporte deux lois fondamentales. La première crée un Mouvement national absorbant la Phalange et regroupant tous les Espagnols qui adhèrent aux principes fondamentaux du « mouvement national » de 1936. Ce mouvement considéré comme l'organe intermédiaire entre l'Etat et la Société serait constitué d'adhérents et de militants ; les premiers auraient le droit de vote à l'intérieur du mouvement, dont les cadres seraient fournis par les seuls militants.

Le mouvement serait dirigé par un conseil national dont trois membres seraient élus par les adhérents et les autres, en nombre non encore précisé, choisis par le chef de l'Etat ou membres de droit en raison de leurs fonctions.

Un secrétaire national élu par le conseil national pour une durée de six ans serait à la tête du mouvement.

La deuxième loi distingue les fonctions de chef de l'Etat et de chef du Gouvernement. Elle stipule que celui-ci serait nommé par le chef de l''Etat pour une durée de cinq ans et serait responsable devant lui et devant le conseil national du mouvement. Le Conseil national pourrait censurer le chef du Gouvernement qui devrait se démettre de sa charge après la troisième censure. Le chef de l'Etat aurait également le pouvoir de relever le premier ministre de sa charge.

Ce projet curieux révèle le souci du général Franco de mettre fin aux divisions actuelles des forces du régime et de rétablir le contact avec le peuple en ranimant la vie politique de son pays, avec une prudence qui ne nous surprend d'ailleurs pas. Il est étonnant en revanche qu'il ait été suggéré par les dirigeants actuels de la Phalange, bien qu'on puisse l'interpréter comme répondant à leur souci de rompre l'isolement politique du mouvement, car il risque fort, comme le remarquait récemment le correspondant à Madrid de *Fatti e opinioni*, l'hebdomadaire romain de Bruno Spampanato, d'aboutir à sa disparition. Les Monarchistes n'auront en effet aucune raison de refuser d'entrer dans le nouveau mouvement qui accepte le principe de la Restauration, et il en ira de même des catholiques puisque le 27e point du programme de la Phalange qui prévoyait la séparation de l'église et de l'Etat en a été éliminé.

Les Phalangistes risquent ainsi de se trouver assez rapidement en minorité au sein du nouveau mouvement dont la formation précipitera sans doute l'évolution de l'Espagne vers une monarchie catholico-sociale. Jacques POILLOT.

UN HOMMAGE A HENRI MASSIS

Le bi-hebdomadaire *Nouveau Régime* qui a succédé à *L'Heure Française* a publié dans son n° du 2 novembre un *Hommage à Massis* auquel nous somes heureux de nous associer en citant quelques passages des articles écrits à cette occasion. On sait le rôle joué par Henri Massis dans les luttes intellectuelles de l'avant-guerre et son influence sur la génération de Robert Brasillach, Thierry Maulnier et Maurice Bardèche. A la tête de la *Revue Nouvelle,* il fut pendant quinze ans un des doctrinaires les plus écoutés du courant d'idées qui se développait dans le sillage du nationalisme de Maurras et de Barrès. L'accueil que la presse a fait à *L'Occident et son destin,* témoigne de l'intérêt qu'a suscité dans des milieux très différents la position d'Henri Massis. Voici quelques passages de Malraux, d'E. Jaloux, de Gabriel Marcel, de Michel Mourre.

Voici Malraux :

« Chacun des jugements de Massis faisait un peu songer à une lettre écrite pour prendre congé d'une ancienne passion... Ces recueils visaient et ont atteint (chose singulière et nouvelle dans leur domaine) une part de l'homme qui n'est point l'intelligence, mais l'âme. »

Gabriel Marcel :

« Il y a, si je ne me trompe, dans une pensée politique comme celle de Massis un élément ascétique et en quelque sorte torturé qu'on ne soupçonne point dans les milieux où l'on se représente les nationalistes comme des excités qui ne rêvent que plaies et bosses. »

Edmond Jaloux :

« Henri Massis parle au nom d'une méthode de penser si solide, mais si impérieuse, si liée, mais si intransigeante, qu'elle englobe tous les problèmes dans un filet d'arguments minutieusement tressé. »

Michel Mourre :

« Massis nommait ses adversaires. Jamais (et nous ne pouvions pas toujours en dire autant de Maurras) il ne nous entraînait à les mépriser. Car la lutte des idées, il l'a toujours comprise à la façon de cette guerre de l'ancienne France, que Péguy appelait *une extension du duel.* »

Les notes du mois de l'huissier sans chaîne

Puisque le « monde libre » a pris fait et cause pour les révoltés de l'Europe orientale, on attend avec curiosité les réactions du même « monde libre » devant les plaintes encore sourdes des Berbères-autochtones du Maroc contre les Arabes envahisseurs et oppresseurs.

***

A retenir une leçon des insurgés hongrois aux Américains : « Ce ne sont pas des tracts que nous voulons, ce sont des troupes américaines pour nous aider ». Traduction : les conseilleurs ne sont pas les payeurs. Les Nord-Africains doivent penser la même chose !

***

Le gouvernement marocain veut rouvrir l'enquête sur l'assassinat de Lemaigre-Dubreuil, dont « D. O. » entretint ses lecteurs en son temps. Signalons à la Sûreté marocaine, pour l'aider dans sa tâche, un passage du récent livre de Pierre Fontaine, « Bataille pour le pétrole français » (page 139) : « ...Lemaigre-Dubreuil appartenait à la famille Lesieur des huiles de table, mais ne venait-ils pas d'être nommé administrateur de la « Société Générale des Huiles de Pétroles » ? Cette société n'est-elle pas une filiale du trust d'Etat britanniquq « Anglo Iranian Oil C° » ? Lequel trust avait déjà absorbé la firme Paix et Lesieur, Lemaigre-Dubreuil étant le gendre de Lesieur ? Le rachat de « Maroc-Presse » par Lemaigre-Dubreuil était donc un atout dans l'opinion publique en faveur des pétroliers britanniques ; il gênait beaucoup plus les pétroliers américains que les « contre-terroristes »... »

Ces lignes nous semblent un bon départ pour la contre-enquête décidée par la police marocaine qui a rénové les moyens moyenâgeux de faire parler les gens.

***

La déstalinisation est en baisse chez les durs du P. C. français : « Tout ce qui s'est produit est la faute à Krouchtchev, disent-ils. Avec Staline, rien ne se serait passé ! » Ils ont sans doute raison. Le mécontentement retardé, eut peut-être été plus général et plus violent. Les foules couvent parfois des maladies contagieuses... qui ne s'arrêtent pas à telle ou telle frontière. Un ministre belge estime, par exemple, que pour ne pas tomber en perte de vitesse, l'U.R.S.S. sera obligée de multiplier des « coups d'éclat » dans les pays extérieurs, « même à en faire sauter les soupapes », souligne-t-il. Peut-être assez lucide !... Voici l'hiver : 1957 sera sans doute une année « lourde ». Ce sera aussi le 40° anniversaire de la révolution russe.

***

L'Italie s'achemine vers une révolution économique sur laquelle on évite d'attirer l'attention. La pauvreté italienne résultait du manque de sources d'énergie et, faute d'industries, les Italiens étaient obligés d'émi-

grer. Les découvertes de pétrole qui s'accusent et le développent (sous l'impulsion étrangère mais sous contrôle de l'Etat italien qui s'est réservé 60 % de royalties) vont procurer à la péninsule les sources d'énergie qui lui manquaient. Sauf désordres politiques, dans dix ans l'Italie commencera à se tailler une part importante dans l'économie européenne grâce à une main-d'œuvre abondante et relativement encore bon marché. La France, elle, continue à roupiller sur son pétrole qui jaillit au compte-gouttes!

⁂

L'Ami Bidasse (André Guérin), écrit dans le **Canard Enchaîné** :

« J'ai déjeuné l'autre jour chez un colon de Bou Sfer. Il m'a expliqué que l'an dernier il avait voulu faire de l'alfa. Mais voilà qu'un jour il reçoit la visite d'un Français d'Alger, qui venait de la part de M. Blachette et qui entreprend de le dissuader de persévérer dans son intention. Le colon répond qu'il tient à son idée. L'autre lui propose alors d'entrer dans la maffia, en échange, bien entendu, de certains petits accommodements. Le colon refuse. Le type lui fait remarquer que l'alfa est une denrée qui brûle facilement, qu'il y a souvent mévente et même que des accidents arrivent très vite aux gens qui ne savent pas comprendre.

« Le colon a fini par céder et n'a pas fait d'alfa. »

M. Blachette, le milliardaire de l'alfa, mendéssiste, est un des féodaux qui ne furent pas attaqués par la presse dévouée à P.M.F. Il y a deux sortes de « féodaux » coloniaux : les industriels (tabous) et les terriens (vilipendés). On s'imagine ce que peut penser un militaire français en Algérie qui lit l'entrefilet ci-dessus ? Il est en droit de se demander pour quelle raison on l'envoie protéger le business de M. Blachette...

⁂

L'armée américaine stationnée en France a ouvert une adjudication pour construire 3.000 logements en France répartis en 25 centres. Dépense envisagée : entre 50 et 75 millions de dollars. Les Américains ont décidé que ces sommes seront versées aux constructeurs par des négociants en grains s'engageant à être payés en surplus agricoles détenus par « le Crédit Commodity Corporation ». Quelle salade et quelles combinaisons en perspective ! (C'est peut-être en prévision de cette affaire que la Banque Rothschild vient de monter une société de commerces de grains et produits alimentaires au capital de 100 millions, car elle contrôle des Stés de construction dont « les Grands Travaux de Marseille »). Va pour les périodes de pénurie de grains, (exceptionnelles), mais pour les périodes (normales en France) de surproduction ? Cet ukase économique ne pourrait-il s'accompagner d'achats américains payables en vins français, par exemple ? Pourquoi la France ne penserait-elle pas, elle aussi à ses surplus agricoles ?

⁂

Autre question : l'occupation américaine de la France est-elle conclue pour 99 ans ? L'Islande, par un vote de son Parlement vient d'y mettre fin... Ce n'est pas que cela nous gêne tellement, c'est à cause des logements occupés « à n'importe quel prix » qui feraient tellement plaisir à des ménages français !

***

MM. Mollet et Lacoste, ont lancé, à nouveau, sitôt après le transfert des cinq chefs rebelles algériens à Paris, un appel au « cessez-le-feu » avec promesse d'égalité absolue aux algériens, vote au collège unique... ! On se demande ce qu'attendent les fellagha pour accepter et devenir les maîtres de la situation ? Avec 50 % des places aux fonctionnaires titulaires, 66 % aux auxiliaires, des élections « forcément » nationalistes (1 Européen contre 8 Musulmans), les indigènes auront automatiquement la situation en main et « ils pèseront sur les décisions gouvernementales à l'Assemblée Nationale ». S'ils répondent « oui » à l'appel Mollet-Lacoste, ce ne sera plus un succès mais un triomphe offert sur un plateau par la France ; affaire de quelques mois ou de peu d'années pour que les engagements « respectés » (comme ceux de Bourguiba et de Mohammed V) deviennent la troisième indépendance nord-africaine. Ceux qui ne connaissent pas les musulmans n'ont pas été vaccinés par Nasser.

***

Les Français massacrés à Meknès (dont femmes et enfants), comme ceux « abattus individuellement chaque jour en Algérie » (mais qui n'apparaissent plus dans la presse française afin que le public ait l'impression que le calme est revenu) ne constituent que les préludes de l'intolérance musulmane « maîtresse » d'un pays qui n'est pas le sien. MM. Lacoste-Mollet croient pouvoir acheter le fanatisme... Nous avons déjà pris date... Tunis et Rabat, indépendants grâce à eux, ne leur servent pas même de leçon ! L'offre Mollet-Lacoste du 29 octobre ne peut être interprétée par les Arabes que comme l'aveu de l'impuissance à rétablir la situation. La métaphysique coranique, ça existe malgré la petite cervelle de M. Savary.

***

A propos de Suez, une prose abondante a fleuri de tous côtés. Beaucoup de choses purement inventées, de légendes confondues avec l'Histoire et de faux « sensationnel ». Pourtant, TOUT fut écrit sur Suez par André Siegfried... en 1945 (dans son livre « Suez et Panama ») y compris le présent que nous vivons. On reconnaît là le grand historien capable de discerner avec exactitude l'avenir à travers le passé et l'évolution mondiale. Rendons-lui un hommage que la presse oublia de lui offrir... tout en pillant ses détails techniques. Pour le côté anecdotique et curieux (les 1.040 actions du Khédive mangées par les rats) André Kostolary avait publié, en 1940, « Suez ». Avec ces deux livres, le tableau du canal de Suez est très complet, plus qu'en mille articles de presse. Et ce n'est pas de l'à-peu-près !

***

Craquement chez les poujadistes. MM. Berard, Quelin et Mitterand peuvent se frotter les mains. On espère que la nouvelle loi électorale achèvera le travail politico-policier. Les électeurs décideront en fin de compte.

L'U.R.S.S. ET LA MER

Il est relativement aisé de mesurer, en quantité et en qualité, la puissance des forces terrestres ou aériennes de l'U.R.S.S. et de la comparer à celle de ses adversaires éventuels. Mais il est singulièrement plus difficile d'établir le bilan et la balance des puissances navales parce que cette notion est, à la fois, complexe et étroitement subordonnée à la conjoncture guerrière. Si l'on ne se contente pas d'additionner des tonnages et d'énumérer des calibres, de procéder à une sommaire confrontation des flottes de guerre, qui n'autorise guère de conclusions, il faut d'abord analyser et définir l'idée de puissance navale avant de l'appliquer à l'U.R.S.S. dans l'hypothèse d'une lutte contre l'Occident atlantique. C'est ce que je vais faire.

I. — La notion de puissance navale.

Un grand théoricien, l'Amiral américain Mahan (1840-1914), dans son livre : « Influence of Sea Power upon History », a défini la puissance navale comme : « la maîtrise des voies maritimes qui permet de transporter, du ou vers le monde entier, des marchandises, des hommes et des armes en même temps que d'interdire, à l'adversaire, un trafic analogue ». Si pertinente et extensive que soit cette définition, elle appelle quelques commentaires ou, plus exactement, quelques corollaires :

— Une grande puissance navale implique, dès le temps de paix, une grande puissance économique et la proximité des voies maritimes essentielles où circulent les richesses du monde ; or, le tronc principal de celles-ci est canalisé par la situation de certaines zones exportatrices et importatrices (Japon, Indo-Malaisie, Inde, Bassin méditerranéen et Europe occidentale, Amérique septentrionale) et par les principaux détroits ou points de passage obligés (Malakka, Colombo, Aden, Suez, Gibraltar, Panama) entre le 50° parallèle Nord et l'Equateur.

— Le détenteur de la puissance navale jouit, pour ses forces de diverses natures, d'une exceptionnelle mobilité qui lui permet de frapper rapidement sur toute l'étendue du globe.

— Par contre, du fait de sa dépendance de la mer, il est plus vulnérable aux moyens de pression maritimes qu'un pays pauvre en côtes ou un vaste continent. Il en résulte que l'efficacité des armes navales est différente pour les divers pays, qu'un Etat serait stupide de vouloir aligner sa flotte sur celle de l'adversaire alors qu'il la lui faut calculer en fonction de celle-ci mais surtout d'après sa propre situation. *Bien plus que sur terre, la force est ici complémentaire de celle de l'ennemi ; cette considération doit être à la base de toute politique et stratégie navale raisonnables.*

II. — Positions respectives du monde atlantique et du monde soviétique.

Les Etats-Unis, séparés par des océans du continent eurasien dont le Nord est occupé par des adversaires éventuels, ont besoin d'une très grande puissance navale car leur économie dépend étroitement de l'importation de certaines matières premières et de l'exportation de produits manufacturés ou alimentaires. En outre, il leur est impossible de faire valoir leur puissance terrestre et une grande partie de l'aérienne sans traverser l'Océan, ce qui implique la maîtrise de la mer. Sans celle-ci, ils ne pourraient faire une guerre efficace à la Russie et à la Chine ; tandis que ces pays dont les premiers objectifs guerriers se trouvent à leur proximité, sur le même continent, peuvent conquérir des avantages considérables sans l'aide de la puissance navale qui, pour eux, revêt un aspect plutôt négatif : attaquer et couper les voies maritimes vitales de l'Occident pour amoindrir l'intensité de la riposte aéro-terrestre américaine.

Le monde communiste, par son immense étendue d'un seul tenant, par ses richesses en matières premières, peut paraître, dans une certaine mesure, insensible à la pression économique de la puissance navale. Toutefois, des pays industrialisés ne peuvent se passer d'importer certaines matières premières ou produits. En outre, ce gigantesque bloc continental doit recourir à la voie maritime pour une partie de ses transports intérieurs ; ainsi, bien des productions pondéreuses de la Sibérie seraient inutilisables sans elle. Plus qu'une navigation

hauturière, c'est, à la vérité, un vaste cabotage le long de certaines côtes ; il n'est néanmoins pas invulnérable. Le monde communiste est, lui aussi, exposé aux effets de la puissance navale sous forme de blocus économique et d'embargo ; mais cette pression ne ferait pas sentir ses effets aussi vite et brutalement que pour l'Occident. Par contre, il aurait à redouter l'extrême mobilité d'un ennemi capable de mettre en œuvre ses troupes et ses armes contre les points les plus divers de ses côtes.

La difficulté de vaincre la Russie par voie continentale, en raison de son immensité, de la rareté de ses médiocres communications terrestres et de son climat, est établie par trois échecs historiques célèbres : Charles XII de Suède à Poltawa en 1709 ; Napoléon en 1812 ; Hitler en 1941-42. On souligne moins souvent (et, à mon avis, à tort), que deux attaques contre la Russie conduites par des voies maritimes, mais il est vrai, à objectifs limités, obtinrent le succès escompté : en Crimée (1854-1855) et en Mandchourie (1904-1905). Ces deux campagnes sont cependant postérieures aux précédentes et l'affaire de Corée (1950-1953) a démontré que rien d'essentiel n'était changé depuis lors. En effet, le débarquement d'Inchon eut incontestablement donné la victoire totale aux Nations Unies si la Chine rouge n'était intervenue à ce moment. Etant donné ces leçons du passé et sans tenir compte des possibilités que les conjonctures pourraient ouvrir en Extrême-Orient, on peut admettre que le Commandement de l'OTAN aurait tendance à risposter à une attaque directe de l'Europe occidentale par des débarquements de grande envergure menaçant les arrières de l'envahisseur sur les côtes de la Mer Noire et de la Baltique alors que des manœuvres analogues seraient interdites à celui-ci.

III. — Possibilités et forces navales de l'U.R.S.S.

Les géopoliticiens ont démontré que la situation géographique d'un pays détermine en grande partie ses buts de guerre et sa stratégie. C'est peut-être dans le domaine naval que cette règle s'applique, sinon avec le plus de rigueur, du moins avec le plus d'évidence.

La situation centrale de l'U.R.S.S., favorable au point de vue stratégique dans la guerre terrestre, offre peu d'avantages pour le déploiement d'une grande puissance navale :

— Ses côtes sont à l'écart du grand tronc central d'où divergent les routes maritimes des Occidentaux pour couvrir le monde comme un filet.

— Ses mers sont fermées par des détroits aux mains de l'adversaire (Kattegat, Dardanelles) ou bloqués périodiquement par le gel (Mer Blanche, Mer d'Okotsk et Nord de la Mer du Japon) qui, en quelque sorte, les neutralise en autorisant, du reste, des économies de défenses côtières.

Le tableau ci-dessous donne une comparaison de la flotte de guerre russe avec celles de ses adversaires éventuels :

	U. R. S. S.	U.S.A.	GRANDE-BRETAGNE	AUTRES PAYS OCCIDENTAUX
Cuirassés	3 (*vieux et presque sans valeur*)	15	5	4
Porte-avions .	0	102	11	3
Croiseurs	30	75	26	25
Destroyers ...	150	352	107	143
Sous-marins .	500	201	53	99

Il en ressort, pour l'U.R.S.S., une infériorité en navires de surface considérable et même sensible vis-à-vis de ses seuls adversaires continentaux. Elle ne peut penser à une offensive navale décisive. D'ailleurs, en eut-elle les moyens militaires, il lui manquerait toujours la puissante flotte de commerce nécessaire pour exploiter la maîtrise de la mer. A ce point de vue, elle ne vient qu'au 9e rang et ne représente que 2,5 à 3 % du tonnage commercial mondial. En 1952, elle ne possédait que 2.260.000 tonnes dont beaucoup en bateaux hors d'âge et de faibles dimensions ; le dernier plan quinquennal prévoyait que cette flotte serait portée, en 1955, à 4.000.000 de tonnes (U.S.A. : 26.000.000) ; en outre, on a fait appel aux chantiers de construction des satellites et de l'étranger. Mais le résultat final sera fatalement modeste parce que la navigation maritime commerciale ne joue qu'un rôle fort médiocre dans l'économie de l'U.R.S.S. (3 % de l'ensemble des transports) et parce que ce pays de terriens manque de main-d'œuvre marine.

Par une inéluctable fatalité géographique, la flotte de guerre russe est fractionnée entre quatre mers presque totalement séparées les unes des autres. Les petites unités peuvent passer de la Baltique à la Mer Blanche et inversement par le canal Staline ; en été, la Mer Blanche communique avec l'Atlantique et les navires à coques fortement blindées peuvent circuler entre la Mer Blanche et le Pacifique par la « route maritime du Nord » ; mais ces intercommunications comportent de lourdes servitudes de temps et des risques sérieux. Actuellement, les forces de l'U.R.S.S. sont, à peu près, réparties ainsi qu'il suit :

	EN BALTIQUE	EN MER BLANCHE	EN MER NOIRE	DANS LE PACIFIQUE	EN CHANTIER	TOTAUX
Cuirassés	1		2			3
Porte - avions de 55.000 *t*..					2	2
Croiseurs	10	5	10	5	10	40
Destroyers ..	41	41	27	41	40	190
Sous-marins .	136	136	68	160	50	550 (*dont plus de la moitié aptes aux grandes croisières*).

Si ces escadres constituent une menace sérieuse pour les voisins immédiats de l'URSS (Suède, Finlande, Allemagne, Danemark, Norvège, Turquie, Japon), il est évident que, devant une offensive des flottes occidentales, elles ne pourraient que se retirer dans leurs ports de refuge en abandonnant la défense côtière aux petites unités (et à l'aviation) opérant en liaison avec les forces de terre suivant une méthode traditionnellement russe.

Puisque le moyen le plus rapide et le plus sûr d'atteindre la puissance navale de l'adversaire (qui est de détruire ou bloquer ses escadres) se trouve interdit à l'URSS, celle-ci devait fatalement envisager le recours à la forme modernisée de la guerre de course : l'attaque directe du trafic maritime, et éventuellemen des côtes, par les sous-marins en collaboration étroite avec les forces de terre et de l'air. Elle n'a pas manqué de le faire

et c'est ce qui explique le développement considérable de son arme sous-marine et la mise en chantier de deux porte-avions géants (55.000 T., 150.000 CV., 15 nœuds). En face d'un adversaire pour qui les transports par mer ont une importance essentielle, il était en outre tentant de chercher à atteindre ses forces terrestres de contre-offensive avant même leur arrivée sur le continent eurasien. C'était raisonner correctement mais le sous-marin a, en soi, des limites et la situation géographique de l'URSS les restreint encore.

En 1939, la flotte sous-marine russe était de loin la plus forte avec 260 unités dont la moitié ont péri au cours des hostilités pour un bien médiocre rendement. Cela s'explique à la fois par l'extrême vulnérabilité de cette arme et par la psychologie des équipages soviétiques. On se souviendra en outre que l'Allemagne qui disposait en 1939, de 60 sous-marins et qui en a construit plus d'un millier de toutes natures durant la guerre n'a jamais pu, même aux époques les plus favorables, en découpler simultanément dans l'Océan plus de deux centaines. Quant aux marins russes, ce sont des continentaux passés maîtres dans la défense et l'attaque littorales mais que leur histoire montre, en haute mer, maladroits et peu entreprenants sauf contre les Turcs jugés inférieurs. Il y a enfin lieu de considérer que les bases soviétiques seraient initialement beaucoup plus mal placées que celles des Allemands, maîtres, entre 1941 et 1944, des côtes de l'Europe occidentale. Certes, les sous-marins d'aujourd'hui (munis de « Schnorkel ») et ceux de demain (peut-être atomiques) seront plus redoutables que ceux du passé mais rien ne permet de penser que les mesures de parade n'interviendront pas à temps comme en 1914-18 et en 1939-45. Le développement de la flotte sous-marine soviétique et la mise en chantier de porte-avions sont des phénomènes qui doivent retenir l'attention des Occidentaux mais tout indique que leurs conséquences peuvent être maintenues dans des limites acceptables.

⁂

Le bloc continental soviétique souffre organiquement d'une infériorité navale considérable vis-à-vis de la coalition atlantique. La supériorité de celle-ci se manifesterait d'abord, bien moins par une pression économique dont les effets seraient à longue échéance, que par une extrême mobilité stratégique issue, tant de l'importance des flottes de guerre et de commerce, que de la ceinture de bases jetée autour du monde ad-

verse. C'est ainsi qu'en Europe, l'URSS serait, en permanence, tenue sous la menace d'une irruption dans ses mers intérieures (Baltique et mer Noire), difficile certes, mais non disproportionnée aux moyens des U.S.A. La stratégie russe tenterait, sans doute, d'annuler cette menace par l'offensive en saisissant les Pays scandinaves, la Grèce et la Turquie pour assurer ses flancs et s'ouvrir les détroits du Kattegat et des Dardanelles avant de se ruer vers les côtes de l'Europe occidentale et méditerranéenne qui, seules, lui permettraient le large déploiement nécessaire au plein rendement de la flotte sous-marine qu'elle se donne à grands frais et qui viserait alors les passages obligés du grand tronc des routes maritimes à Suez et Gibraltar.

On voit à quel point les impératifs maritimes s'accordent avec les continentaux pour orienter les poussées soviétiques vers les détroits capitaux et les côtes atlantiques et, par voie de conséquence, pour bafouer les illusions que pourraient encore nourrir certains Américains sur la possibilité d'une stratégie périphérique.

Jean PERRÉ.

Le sabotage organisé de l'agriculture française

M. Pierre Hallé, conseiller économique a déclaré au Congrès de Valence que « ... d'ici 1961, 600.000 agriculteurs devront quitter leurs exploitations ».

C'est un bon pronostic. Faute que la terre permette de vivre décemment à ceux qui la cultivent, les paysans devront aller vers les villes surpeuplées comme manœuvres.

Dans le même temps, des informations contrôlées d'U.R.S.S. nous apprennent que dix millions d'hectares jusqu'alors stériles sont mis en valeur au moyen de « commandos de citadins » venus au nombre de 400.000.

Les dirigeants soviétiques ont compris, après de multiples expériences depuis 1917, que, somme toute, le bon peuple pourra se passer de tout, politique, réfrigérateurs, automobiles, mais jamais de blé et de pommes de terre. Ils ont compris qu'une nation endurera beaucoup de choses, à condition que le ventre ne soit pas trop vide. On revient à l'élémentaire bon sens.

En France, il n'y a pas trop de produits agricoles ; il y a sous-consommation parce que les prix de vente au détail sont trop élevés. L'asphyxie lente, mais certaine de l'agriculture française n'est pas un phénomène « évolutionniste » s'inscrivant dans l'ère nouvelle, comme l'on voudrait le faire croire au public. C'est une politique continue qui poursuit un but : l'élimination des sources vitales directes pour compromettre l'indépendance de base du pays. Sully corrigé par les flanistes, le paysan étant plus rétif que le citadin aux spéculateurs d'illusions politiques.

Chaque fois que la France fut en danger, chaque fois son agriculture la sauva, en hommes et en ressources vraiment vitales. Depuis la Libération, surtout, on assiste à l'amenuisement de cette vieille force française en refusant l'organisation sérieuse des marchés agricoles, en ne tenant pas compte dans les prix de revient, à l'achat, du coût de la main-d'œuvre familiale ou artisanale, c'est-à-dire des trois-quarts de l'agriculture française.

La ménagère estime, avec juste raison, que le prix des denrées ne baisse guère. Elle ignore généralement que le prix payé au producteur est généralement multiplié par 5 ou 10 par les

intermédiaires qui, achetant sans facture, peuvent toujours affirmer qu'ils achètent tel ou tel prix. Donnons-lui un simple aperçu. En fin juillet début août 1956, dans le Sud-Ouest, région bordelaise, prunes Reine-Claude splendides difficilement vendables à 15/20 francs le kg. ; haricots verts, 18/20 francs le kg ; quan aux tomates, à 6/10 francs le kg, pas de preneurs.

A ces prix de vente raisonnables les acquéreurs de détail n'eussent pas manqué, mais tout « s'intermédiarise » de plus en plus et les courtiers travaillant au pourcentage préfèrent organiser la raréfaction des envois pour maintenir des prix élevés, donc des bénéfices plus substantiels.

Une véritable maffia a pris en régie l'agriculture française arguant de « pléthore » pour acheter et de la « pénurie » pour vendre. Le malaise agricole est là et pas ailleurs. Le paysan ne comprendra jamais qu'on lui achète des fruits de luxe (poires Williams) 20 frs le kg. pour être revendues entre 120 et 200 frs à moins de 100 km. de chez lui.

Il n'y a pas si longtemps, la richesse de l'élevage français n'était qu'une réalité. Trop de viande, trop de lait, trop de matières grasses... ce qui n'empêchait pas d'importer des beurres étrangers. Une anarchie noire sur les marchés agricoles incita les agriculteurs à ne pas persévérer dans l'élevage du bétail devenu non payant. Résultats, en 1956, on importe de la viande, on importe de plus en plus de matières grasses ; quant au lait il deviendra un liquide rare. Mais, et c'est là où l'histoire devient intéressante, un des derniers actes du ministère Edgar Faure (déjà responsable de l'affaire de l'alcool et des affaires d'armes aux pays arabes) fut d'autoriser l'importation en franchise de 18.000 tonnes d'huile de baleine pour les margarines. Nous répétons, en franchise (taxe normale 18 %). Comprend-on pour quelles raisons, il convient de tuer l'agriculture française afin de permettre de fructueuses affaires ? (Il y a un ministre qui n'est appelé, au Parlement que « Monsieur Margarine » !) Quand le beurre fera défaut, le public devra se contenter de margarines... Ils seront ainsi les clients d'une puissante filiale d'un trust des oléagineux étrangers. Quant aux colonies françaises qui ne peuvent écouler décemment leurs oléagineux, aucune importance !

Les agriculteurs, dont la faiblesse vient de leur division, n'intéressent pas les partis politiques, sauf les communistes. Ils sont méprisés des socialistes dont la clientèle électorale est ouvrière et fonctionnaire. Il y a des socialistes dans le monde rural, mais l'étiquette n'a pas la même valeur qu'en ville. Pour beaucoup de ruraux, le socialisme se traduit par une forme de charité laïque. Quant à la doctrine, n'en parlons pas, elle se casse les dents sur les caprices de la nature, la sécheresse, le

gel, la grêle, les maladies que seule pourrait corriger la théorie de Jacques Duboin.

Les jeunes ruraux pensent aux sorkhoses, non par communisme mais parce qu'ils réalisent de moins en moins que, travaillant pour nourrir un pays tout entier, leur salaire demeure soumis aux fantaisies du temps. A tels travaux et soins égaux chaque année pour telle céréaliculture, telle viticulture ou telle arboriculture, les gains varieront du simple au quadruple. Or, ni le boucher, ni le boulanger, ni le percepteur ne font osciller leurs tarifs suivant la récolte. Le frère, le beau-frère, le cousin du paysan qui travaillent en ville, dans une usine, chez un commerçant, dans une administration, touchent un salaire ou traitement qui est insensible aux intempéries. Dans ces conditions, faute de revalorisation de la profession agricole à sa base, ce n'est pas 600.000 agriculteurs qui disparaîtront d'ici 1961, c'est au moins le double. Et comme ils seront mal logés, nous aurons des aigris en plus.

La désaffection officielle pour l'agriculture n'est pas un effet du hasard. Comptez le nombre de commerçants et d'industriels israélites, comptez le nombre d'agriculteurs israélites en France. Pour plus de 7 millions d'agriculteurs, compte-t-on 7 ou 70 terriens israélites œuvrant eux-mêmes - Je ne le pense pas. Nous devons constater que les planistes, théoriciens de l'école de Manchester (libre-échange britannique), sont essentiellement des israélites et que M. Pierre Mendès-France fut leur porte-parole lorsqu'il déclara que les exploitations inférieures à 6 hectares devraient disparaître. Bien que l'on n'ose pas le rappeler le malaise agricole remonte aux affaires de blé de Louis-Louis Dreyfus. Il y a donc un plan méthodique à longue échéance pour enlever à la France cette indépendance nationale des ventres. L'import-export en denrées alimentaires est aussi fructueux que l'import-export en nylon ou en toutes autres marchandises.

Que la plupart des offices et organismes soient des scandales permanents en France, nous sommes d'accord ; les rubriques « pertes et profits » sont éloquentes ; si l'Office du Blé sauve la céréaliculture française, c'est l'indice d'une orientation à laquelle ne veulent pas songer les gouvernements qui tolèrent les « fermiers généraux » que sont les mandataires aux Halles de Paris et d'ailleurs.

Une vieille phrase tinte toujours à nos oreilles ; elle date d'avant la guerre et émane d'un diplomate étranger : **Pour rabaisser le caquet de la France, il faudrait qu'elle ne produise plus de quoi se nourrir »**. Nous nous y dirigeons. Il est des vérités que les Français ignorent, mais qui ne sont pas oubliées des gens qui réfléchissent.

Plus l'agriculture française sera sur le chemin de la disparition (600.000 ha, retournés à la stérilité, main-d'œuvre qualifiée de plus en plus rare), plus « le caquet » de la France sera modeste, car elle dépendra du blé de Russie ou d'Amérique, de la viande américaine, argentine ou australienne. Le lait frais coûtera 80 frs le litre et ne pourra plus concurrencer les laits étrangers condensés ou en poudre. Qu'on le veuille ou non, nous nous acheminons vers cette situation.

Situation voulue, organisée de longue main, pour transformer le pays en marché permanent du big business. Un pays industriel aura besoin quand même de manger, si les usines absorbent une main-d'œuvre que, seule, peut lui fournir l'agriculture. Malgré l'automation, on redoute la pénurie d'hommes pour les centres industriels. Les annonces se multiplient dans la presse de province et deviennent tentatrices pour le rural, généralement fort et en bonne santé. On ne demande pas des cerveaux, on ne cherche que des bras !

Un drame français se prépare et peu de gens le voient venir : celui de la raréfaction des productions vitales de la France. Des milliers d'habitants, sous la houlette exclusive du commerce, laissent à chaque stade de la distribution un pourcentage de bénéfice. A différents titres et pour différents pays, la France était une nation à « caquet ». On entreprit de le lui rabaisser. Au point de vue international, c'est fait par la suppression progressive de ses domaines exotiques, la France n'est plus une nation de 125 millions d'habitants. Au point de vue national, l'opération est en cours par la mise à mort volontaire de l'agriculture sur laquelle on fait régner la dictature du fonctionnariat.

Le propriétaire d'un pavillon de la banlieue parisienne n'utilisant aucun domestique, ne doit nullement payer des allocations familiales. Un paysan, propriétaire d'un lopin de terre qu'il cultive lui-même sans aucune aide extérieure, est astreint **obligatoirement** à verser des primes d'allocations familiales ! Mieux, la retraite-vieillesse agricole devient obligatoire pour tous, mais le rural est prévenu qu'il verse à fonds perdus et qu'il n'aura droit à aucune retraite si son « revenu » dépasse 18.000 francs par mois. Quelle personne peut-elle vivre avec cette somme ? Résultat, il refuse de payer, reçoit des sommations, des avis de saisie. La hargne et même la haine montent, puisqu'on lui demande de l'argent pour un fonds dont il est exclu au départ ; alors que le cumul des retraites existe au Parlement même et chez les fonctionnaires. Et l'on sait, au village, que M. X..., député, touchera et la retraite de parlementaire et celle de professeur.

Il est peut-être juste d'estimer que le paysannat est revenu à l'état servage. C'est pourquoi il faut craindre, en plus des

désertions rurales, des troubles assez importants dans un avenir peu lointain puisqu'il est des hommes qui ne veulent pas se laisser arracher à la terre.

Lorsque M. Pierre Hallé dit que 600.000 agriculteurs devront quitter leurs exploitations d'ici cinq ans, il ne se fit que l'écho de la clique « planiste » (industrielle surtout) française ; directeur du « plan » : M. Hirsch ; dictateur aux prix : M. Rodenstock-Frank ; secrétaire général de la commission des comptes économiques : M. Aron, dit Nora, ancien collaborateur de M. Mendès-France et marié avec la secrétaire particulière du même (ex-Mlle Picot) ; enfin M. Bloch-Lainé, directeur aux finances, maître du crédit au commerce et à l'industrier, sans oublier M. Ardent ! Telle est l'armature dictatoriale du « planisme » en France qui ne prise pas particulièrement l'agriculture.

Comment s'y prend-on pour favoriser l'exode rural ? Un exemple direct, le prix du blé.

On tente de persuader les Français que leur blé est le plus cher du monde. On l'écrivit cent fois et c'est faux.

En 1955, on paya le blé au producteur au prix moyen de 2.800 frs. En 1956, après le gel hivernal, ce prix est de 3.967 frs pour les blés durs et 3.450 frs pour les blés tendres. Or, en mai 1956, l'O.N.I.C. vendait les blés durs : 4.564 frs sur Marseille ; de Syrie 4.570 frs ; d'Argentine 4.435 frs ; en qualité extra, le blé du Candéal et de Taganise 5.100 frs. (Notons en passant que P.M.F., lorsqu'il était Président du Conseil, passa un marché avec l'Allemagne de 5 millions de quintaux à environ 1.800 frs le quintal, alors que le blé allemand valait 3.700 frs... On sait peu que la différence entre le prix acheté et le prix vendu joue partiellement en taxe de résorption à récupérer sur les producteurs français). A remarquer que la plupart des blés exotiques bénéficient d'une main-d'œuvre infiniment moins chère qu'en France, et presque sans charges sociales. Or, l'indice 32 appliqué à l'industrie sur les prix de 1938 équivaudrait, pour le blé, à $200 \times 32 = 6.400$ frs le quintal.

L'Office du Blé, créé par André Tardieu pour sauver les producteurs de blé français des trafiquants de blés exotiques, **par l'arbitraire des prix imposés aux producteurs,** sème le découragement, donc le renoncement à la culture. Le but est atteint. Les Grands Moulins demeurent un des privilèges les plus sacrés du régime ; personne n'ose y toucher ; ils sont tabous. Les paysans les appellent « les milliardaires du pain ». La valeur réelle du blé français, selon la loi du 15 août 1936, devrait être de 5.750 frs ou de 6.400 frs suivant l'indice industriel.

Il était important que les Français sachent où l'économie vitale française est menée à leur insu. Quand ils se réveilleront, il sera trop tard. Cet essai de mise à mort de l'agriculture est très grave pour l'ensemble du pays, c'est l'accentuation de sa colonisation par sa dépendance de l'étranger.

La politique agricole du gouvernement — favorable en paroles, mais adversaire en faits — est sans doute le plus ignoré des sabotages à longue échéance des vraies richesses françaises. Nier le profond malaise paysan serait accentuer une division intérieure qui deviendra aiguë.

Lors de la prochaine dernière guerre, quand les planistes seront déjà réfugiés à l'étranger, il se pourrait que des Français des villes meurent de faim ; les rois du marché noir de la dernière guerre, les nord-africains n'auront peut-être plus audience de ravitailleurs-intermédiaires auprès des agriculteurs constituant (à 60 %) le contingent des rappelés en Algérie.

Pierre NAVARRE.

Les Livres du Mois

Les Livres français :

Benoist-Méchin : « *Soixante jours qui ébranlèrent l'Occident* », Tome III (Ed. Albin Michel).

Les deux premiers volumes nous avaient entrainés dans le film des événements au rythme même des journées d'alors : du début de l'attaque allemande à l'encerclement des armées du Nord, puis de l'attaque sur la Somme à l'armistice.

Nous retrouvons ce rythme dans la première partie de ce troisième volume. La campagne est terminée mais l'actualité demeure haletante. Du 26 juin au 10 juillet 40, il reste à tirer les conséquences de la défaite. L'Angleterre a provoqué la rupture. Dans une atmosphère de fièvre, un trait est tiré sur la Constitution périmée et Pierre Laval obtient le vote des Actes constitutionnels qui confèrent la plénitude du pouvoir au Maréchal Pétain. Ainsi en soixante jours, du 10 mai au 10 juillet 1940, l'Occident a changé de visage. L'armée que l'on croyait la plus puissante du monde s'est effondrée, la République n'a plus osé se regarder en face, la France est occupée, l'Angleterre isolée et les germes semés de toutes les tragédies qui allaient porter leurs fruits dans les faits et dans les cœurs, dans la vie des peuples et dans celle des individus.

Mais ce récit jour après jour n'occupe ici que la première partie du volume. L'enchainement des faits était exposé avec une rigueur totale : le calendrier cependant nous poussait sans nous laisser rassembler nos impresssions ni dévisager les acteurs. Benoist-Méchin l'a senti et il donne ensuite une série de tableaux qui placent cette fois en pleine lumière les visages : de la guerre d'abord, des principaux protagonistes ensuite.

Ces portraits sont exactement admirables. Les trois guerres, allemande, française, anglaise, qui se sont imbriquées sans se confondre, les figures sur lesquelles se sont concentrés les feux de l'Histoire sont analysées avec une pénétration et une ampleur incomparables. A cette maîtrise d'historien aucun mensonge ne résiste, les masques sont escamotés avec tant d'art que l'on ne parvient plus à comprendre comment ils ont pu tromper. Churchill, Reynaud, de Gaulle, Gamelin, Darlan, Laval, le Maréchal se trouve confrontés avec les faits, avec leurs actes, avec leurs déclarations : les petits en paraissent misérables, dépouillés de leur ombre ; les grands, sereins, échappent déjà à leur époque.

Cette époque forme un tout qui est comme un prélude où tous les thèmes de notre temps sont déjà évoqués, parfois se répondent. A Léopold III déclarant à ses soldats : « Quoiqu'il arrive, mon sort

sera le vôtre » répond la phrase de Pétain « J'ai été avec vous dans les jours glorieux. Je suis et resterai avec vous dans les jours sombres ». A la fidélité jointe au respect de la vérité s'opposent les lâchetés liées aux palinodies et aux légendes entretenues.

Un trait ressort comme le plus fortement marqué dans cette histoire définitive de l'Occident à la croisée des chemins : la véritable maladie qui semble frapper l'esprit français, la brume qui l'enveloppe et paraît l'empêcher de distinguer un objet, de reconnaître un fait, d'adapter une réaction. C'est peut-être là le signe le plus grave de la décadence : croire qu'il suffit de changer l'appellation des choses pour modifier la réalité elle-même. La guerre déjà révèle cruellement cette infirmité, c'est le combat d'un homme à la vue perçante et d'un myope tâtonnant. En face d'un corps de bataille allemand sportif, agile, doué de réflexes foudroyants, semblant même sur place marquer encore le pas de gymnastique avant de s'élancer à nouveau, l'armée française ressemble à un homme obligé de porter les mains devant lui pour tenter de deviner le paysage où il se trouve, faisant trois gestes avant de trouver le bon, puis fatigué par cette vue trouble se laissant bercer par une vague rêverie intérieure. La guerre terminée, il se produit un sursaut chez certains, mais la maladie poursuit son cours. De Gaulle est dans la ligne exacte de Paul Reynaud. « On peut continuer la guerre... on a encore des forces intactes... on a été trahi... certains se sont dressés aussitôt dans un élan jamais remis en questions... » C'est la série des mensonges, des refus de voir les faits, des attitudes héroïques recomposées après coup. C'est la même impuissance à découper sainement la réalité, la même crainte du déchirement que provoque la lucidité chez les natures endormies. C'est la mauvaise conscience.

La grandeur a toujours un lien secret avec la vérité. Ce livre nous le rappelle également par son écriture. Celle-ci est magnifique. Dénuée d'effets, de beau style virevoltant autour des mots, elle « tombe » avec justesse et équilibre, signes de la force.

A tous égards, il s'agit là de l'un des plus beaux livres, et des plus salubres, que l'on puisse lire en ce moment.

Bernard VORGE.

Les Livres étrangers.

The South Moluccan Case in the United Nations Machinery (n° 12 — Department of Public Information of the Republic of the South Moluccas — Submitted to the United Nations).

Le Président indonésien Sœkarno passe pour un bon démocrate : Depuis près de dix ans, il se signale, en effet, par un double jeu profitable entre les Etats-Unis, l'Inde, la Chine communiste et les Soviets. Cette habileté, qui lui tient lieu de principes, lui permet de faire grande figure à l'O. N. U. et dans les conférences internationales où il assène aux puissances occidentales des coups qu'elles reçoivent avec plaisir, semble-t-il.

Il serait donc de mauvais goût de poser des questions à un démocrate dont la position est aussi confortable, de lui demander, par exemple, comment il concilie les principes de Bandoeng dont il s'est fait le champion avec le traitement qu'il a infligé à la République des Moluques du Sud. Il y aurait là, cependant, un sujet passionnant d'étude pour un moraliste.

On se souvient qu'à une session de la Conférence de la Table Ronde, réunie à La Haye, le 27 décembre 1949, sous l'influence active des Américains, il fut déclaré que la souveraineté de l'Archipel malais (jusque là possession hollandaise) était transférée à une « République des Etats-Unis d'Indonésie » reconnue par l'O. N. U., et qui comptait, au moins sur le papier, seize Etats.

Il était entendu que le gouvernement fédéral devait organiser, dans chacun des seize Etats, un plébiscite pour l'acceptation ou le rejet de l'adhésion à la République d'Indonésie. Mais on avait compté sans l'ambition de M. Sœkarno qui, siégeant à Batavia (devenue Djakarta) et disposant de l'appareil administratif abandonné par les Hollandais, contraignit par des procédés plus ou moins violents tous les Malais à entrer dans un Etat unitaire et jacobin.

La déception fut particulièrement vive dans les Moluques du Sud qui se révoltèrent. L'île d'Amboise fut prise, par les troupes de Sœkarno, après six semaines de combats très violents. Céram, très montagneuse et d'accès plus difficile, résistait encore tout récemment. En 1950 et 1951, plusieurs ministres du gouvernement des Moluques du Sud et une centaine de notables, capturés à Céram et à Horuku, étaient jetés en prison par les Javanais. Ils y sont encore.

En 1954, ce qui reste de ce gouvernement a réussi à faire imprimer un livre blanc pour essayer d'obtenir que l'O.N.U. prenne sa défense. Ce document est très bien rédigé : les arguments juridiques invoqués sont indiscutables. Malheureusement pour elle, la République des Moluques du Sud n'a pas, à l'O. N. U., l'influence du Président Sœkarno. Elle n'a pas la force pour elle : elle n'est pas une interlocutrice valable. L'O.N.U. a fait semblant de demander au Président Sœkarno la permission d'envoyer des visiteurs dans les Moluques. Celui-ci a refusé. Depuis ce temps, la question dort dans les archives bien classées de Manhattan. G. O.

A propos de "PAUVRE BITOS" :

Des révolutions sont nées au théâtre !

MERCI Jean Anouilh !

Merci de notre plaisir et de leur colère !

Après douze ans de succès, ne pas s'être laissé domestiquer, avoir conservé la liberté de dire, avec cette maîtrise dans l'expression cette vivacité dans l'émotion, ce que l'on a gardé sur le cœur, cela mérite l'admiration.

Et pourtant cela est simple. Notre plaisir nait même en grande partie de la simplicité. On a l'impression que l'époque abaisse ses masques et que l'on entend enfin à haute voix ce qui fait depuis si longtemps le fond inavoué des consciences.

En ce sens, cela dépasse l'art dramatique. Peut-être toutes les grandes créations dramatiques et littéraires ont été faites de cet autre aspect des choses qui dépasse l'esthétique, qui délivre les sociétés : de Sophocle à Tartuffe jusqu'au surréalisme. Lorsque Maxime-Saint-Just s'avance au proscenium et dit gravement à la salle ce qu'il éprouve envers Bitos, de quoi sont faits ses souvenirs à son égard, et ce qu'il attend de cette soirée, oui, vraiment la salle sent qu'il ne s'agit plus tout à fait d'un jeu, chacun devine que cela le concerne personnellement.

Les réactions des critiques aussi sont simples, lorsqu'ils vont jusqu'à dire qu'il s'agit d'une pièce médiocre alors que de toute évidence, il s'agit d'une admirable pièce, faite de trouvailles scéniques incomparables.

Le dîner de tête d'abord : chacun sera lui et puis un autre, et ce qu'il voudra dire, il devra toujours le présenter, le traduire dans le système de références du personnage historique qu'il représente. Chacun sent qu'il y a là une passionnante invention et pénètre par l'imagination dans une dimension théâtrale qui le fait participer au jeu. Puis au second acte, où Bitos se voit vivre

la vie de Robespierre, une seconde distance apparaît, objective celle-ci, qui rapproche non plus les imaginations et les langages, mais qui incarne les répétitions et les vérités de l'histoire. Pièce de caractère, elle nous montre le Fanatique, saisi dans ses traits communs à différentes situations et à différentes passions secondaires. Mais elle nous le montre comme en action : le rapprochement n'est pas une abstraction de l'esprit, c'est le rêve fait par la passion de son propre modèle, ce faux embellissement de soi-même dont nous parlions récemment à propos des Mémoires de de Gaulle. Il y a encore une troisième dimension que la critique a celle-ci obscurément comprise. Maxime et ses amis convoquent gentiment Bitos pour lui dire une bonne fois leurs sentiments : Anouilh a convoqué un beau soir le Tout Paris officiel, né de certains événements précis et, durant deux heures et demi, l'a tenu au fond de ses fauteuils pour lui dire également de quoi était fait son sentiment. Ce public a rugi, mais il n'est pas parti. Il est resté jusqu'au bout, se tordant sous le fer rouge de ses quatre vérités. Le lendemain il a stigmatisé d'horribles répliques sur les jurés partisans, sur les lois rétroactives, en s'écriant : « Mais où Anouilh a-t-il trouvé tout celà ? », dénoncé à grands cris des réflexions comme celle-ci « depuis longtemps la haine est française », qu'il avait écouté le visage bouffi de colère et de haine ! Mais il lui était facile de relever les passages d'un dialogue étincelant, où les répliques partaient comme des balles devant lesquelles il n'osait se dresser. Maintenant le vrai public reconnaît au passage ses échanges et les salue d'applaudissements.

Tous les personnages sont ignobles, a-t-on dit. Nous n'avons pas du tout vu cela. Anouilh s'est donné la difficulté de rassembler des êtres qui ne sont nullement des héros : gens moyens, point très intelligents, point très courageux, exactement comme dans la vie. Il nous a d'autant mieux rendu sensible qu'en face de Bitos, ils nous paraissent infiniment aimables, parce que naturels, capables de sentiments contradictoires. Et nous ne parlons pas de l'aspect admirablement humain qui se dévoile avec pudeur dans les très belles et très profondes remarques de Danton sur les métiers, sur le contact avec les choses. « Même s'il n'y avait eu la

révolution, moi j'aurais su faire quelque chose » (Nous citons de mémoire).

D'autres ont dit « Quel besoin de ranimer tous ces souvenirs ? Tout le monde aspire à oublier ! ». C'est vraiment là l'argument le plus méprisable. Pourquoi censurer ainsi son passé Si c'est vrai, parlons-en, puisque les situations qui en sont nées ne se sont pas évanouies. Un homme bien équilibré est celui qui peut regarder en face chaque instant de son passé. Quel aveu de s'écrier « assez, nous ne voulons pas voir cela ! ». Comme dit Pierre Boutang, « aucun assassin n'aime assister à la reconstitution du crime ».

D'autres enfin, comme François Nourissier, se sont écriés : « Ce sang était-il donc si pur ? Et qu'on fait les autres ! » Qu'il nous pardonne ; mais nous aurons toujours davantage horreur d'un assassin dont nous connaissons le visage et que l'on veut nous faire prendre pour un héros.

D'autres étaient jugés par les mêmes juges ? Sûrement, mais ce sont justement les juges dont parle Anouilh en même temps que de ceux qui les ont couverts au nom de la vertu et de la liberté.

« Les Français n'ont pas commencé d'être lâches le 1er Septembre 1944 » dites-vous. Sûrement pas, mais ils ont peut-être commencé à cette date d'appeler leur lâcheté courage. Nous ne défendons pas *les uns*, par opposition *aux autres*. Anouilh cite dans sa pièce par allusion des cas concrets et personnels, il est facile de rétablir de même le visage individuel des assassins. Tout le reste est à côté de la question.

Et puis, tout cela serait-il oublié, la vérité nous paraîtrait encore salubre et plaisante. C'est une vérité partielle ? admettons-le, il resterait que c'est précisément la moitié dont on ne parle pas. Cela nous semble bon. Le mensonge craque et ce n'est pas le seul signe. A côté de « Pauvre Bitos » une autre soirée de Paris fait modestement apercevoir quelques vérités. Le film « Traversée de Paris » nous laisse apercevoir les vrais rapports humains pendant l'occupation, avec la police, avec l'argent, avec la guerre et les habitudes qu'elle comporte également.

Lorsqu'un pauvre homme arrêté la nuit par une patrouille, sur le point d'être relâché et déporté parce qu'on vient d'abattre un officier allemand s'écrie « quelle imbécilité (en plus fort) ces attentats », ce n'est peut-être pas un héros, nous le préférons cependant à Bitos.

Avec tout cela il reste qu'Anouilh ne s'est pas facilité la partie. Car enfin, Bitos, pauvre blessé par la vie, est évidemment plus compréhensible et moins répugnant que son patron le Substitut-Chef (comme dirait Ionesco), qui n'a même pas ces excuses.

Et rappelons à ceux qui ont trouvé outrée la dernière réplique de Bitos à celle qui a voulu l'aider « je me vengerai d'abord de vous », rappelons pour montrer que ces sentiments peuvent exister, cette phrase de Lady Spears sur le Général de Gaulle : « Son unique soulagement, en fait son unique plaisir, est de haïr. Il haïssait le monde entier mais plus particulièrement ceux qui essayaient d'être ses amis ».

Bernard VORGE.

AU TEMPS DES LIGUES (V) [1]

VI - *L'aventure du P.P.F.*

IL va de soi que j'étais disposé à venir. Mais n'étais-je pas lié par le serment de fidélité prêté à Marcel Bucard ? Dès le lendemain j'avais avec celui-ci une conversation où je lui fis part de mon embarras. Pouvais-je servir encore à la place où j'étais alors que, l'estime et l'amitié que j'avais pour lui n'étant pas en cause, j'étais persuadé que mon effort serait plus utile ailleurs ?

Je dois dire que Bucard se montra en la circonstance très beau joueur.

Il me rendit ma liberté, et comme il avait en lui une confiance, une foi que rien ne pouvait entamer, il me dit pourtant en me serrant la main :

— Vous pourrez toujours revenir à l'heure des désillusions. Il devait agir de même avec tous ceux qui eurent la même courtoise attitude. Notamment avec Pierre Latour, un journaliste de l'Agence Havas, slavisant d'origine russe qui avait d'abord hésité à faire cette démarche qui lui semblait gênante et que mon exemple décida.

Marion n'avait pas tort. Le P.P.F. c'était une aventure. Mais une grande aventure passionnelle. Jusqu'à cette date je m'étais lancé dans l'action politique, par raison, persuadé que le monde moderne ne permettrait plus de vivre en spectateur et que la seule chance de n'être pas trop molesté par le contrat social c'était encore de participer à sa révision, ou du moins, de tenter d'y participer.

Mais cette fois j'étais vraiment saisi au plus profond de l'âme, emporté, intégré dans cette unanimité prodigieuse qui ne s'altéra pas sensiblement pendant près de deux ans.

Doriot avait lancé à St-Denis, un petit hebdomadaire local : « *l'Emancipation* » dont le titre disait bien l'intention de délivrer les ouvriers de la tutelle communiste. Il ne répon-

(1) Voir les nos 32, 34, 35 et 36 de « Défense de l'Occident ».

dait plus aux besoins créés par la fondation du P.P.F. et c'est ainsi qu'aprè se 30 juin « *l'Emancipation* » devint « *l'Emancipation Nationale* ». J'y entrai dès le départ.

Je ne crois pas qu'on puisse jamais réunir équipe de tempéraments plus divers et pourtant d'une si parfaite homogénéité.

Pierre Drieu La Rochelle, après vingt ans de recherches souvent désespérées, y trouvait enfin le climat qu'il avait si vainement souhaité. Jean Fontenoy, l'auteur de ce chef-d'œuvre « *Shangaï secret* », y publiait les étincelantes chroniques de *Cloud* « le communiste à la page », Bertrand de Jouvenel lui confiait des analyses aigues où pour la première fois je trouvais des traits humains à la sociologie, Paul Guitard, au hasard de reportages pleins d'éclats de rire heureux, accomplissait son tour de France pour noter les progrès du jeune P.P.F. dans son enfance géante. Pierre Andreu, Roger de Laforest, Paul Gilson collaboraient aux diverses rubriques. Et le tonitruant Camille Fegy mettait tout çà en ordre. Rouge de fureur Fegy avalait les trois quarts de ses paroles et il avait toujours une bonne raison de n'être pas satisfait de la copie qu'on lui portait. Elle était trop longue, à côté de la question, en retard le plus souvent. Mais il finissait par comprendre que nul, avec la meilleure volonté du monde, ne pouvait percevoir le sens des quelques mots qui sortaient distinctement de ses lèvres et il riait à l'instant même où l'on pouvait craindre l'apoplexie.

Toujours est-il que le nouvel hebdomadaire tirait bientôt à plus de trois cent mille exemplaires. Maurice Lebrun et Renaudin, le premier toujours sérieux, le second tout au contraire, constamment de bonne humeur, les administrateurs, pouvaient se déclarer satisfaits.

La grande affaire c'était le compte rendu lyrique des réunions. Et certes, il y avait là une incomparable et somptueuse richesse de poésie à laquelle tous étaient sensibles.

Drieu-la-Rochelle avait donné le ton avec « le Rendez-vous de St-Denis » et nous le gardions avec ferveur.

Paul Marion m'avait confié la propagande des Jeunes dont l'organisation avait été donnée à un militant de St-Denis, nommé Deshaires. Brave garçon, un peu grisé de se voir dans un bureau, avec un téléphone, une secrétaire qui pouvait à l'occasion rétablir une orthographe incertaine et disposait par surcroit d'une auto. Car au départ « les concours », comme on dit pudiquement, n'avaient pas manqué et Pierre Pucheu, qui

était l'homme des plus notables bailleurs de fonds, avait bien fait les choses.

Et voici que les cotisations affluaient, que le journal, non seulement vivait, mais était en passe de faire réaliser des bénéfices. Le départ du P.P.F. était un événement qui tenait de la féerie. Doriot ne pouvait suffire aux demandes des fédérations qui toutes, et c'était vrai, se flattaient de pouvoir rassembler des auditoires de plusieurs milliers de personnes.

Les « maréchaux » du P.S.F. étaient passés au P.P.F. Bertrand de Maud'Huy avait reçu la charge de Paris-Ville, Claude Popelin était à la propagande un assistant de premier ordre pour Paul Marion qui cependant, débordé par les demandes d'orateurs s'efforçait de susciter les vocations et au besoin les provoquait.

C'est ainsi que je fus appelé à faire mes preuves. Mes débuts devaient avoir lieu dans le 20e, rue de Flandres. Chaque nouvel orateur du siège, je l'appris ultérieurement, était écouté sans qu'il le sût, par un homme de confiance, qui devait rendre compte et du discours et de l'accueil qu'il recevait. Savait-il se faire entendre de son auditoire ? Ne s'écartait-il pas, dans le feu de l'éloquence, de la ligne ?

Je subis l'épreuve avec succès, trop de succès même, puisque je devais être réclamé pour des centaines de réunions et, certaines fins de semaine, je dus en faire deux le samedi soir, et deux le dimanche après-midi. Aussi, ne tardai-je pas à comprendre combien Popelin avait raison qui affirmait que le meilleur moment d'une réunion c'était celui où l'on étendait enfin ses membres dans la fraîcheur des draps.

Ce jour-là, j'étais au contraire très ému, quoique j'eusse répété, seul, et chronométré un texte dont je savais suffisamment les lignes principales pour y apporter les variantes que les circonstances pouvaient m'inspirer. Lorsque j'arrivai, l'arrière-salle de café, soigneusement gardée par un sympathique service d'ordre, était pleine à craquer. J'allais ainsi entrer en contact pour la première fois, avec l'un de ces innombrables auditoires que le Parti Populaire Français avait su grouper, en si peu de temps. Public qui retrouvait avec bonheur, dans un sentiment de délivrance pouvait-on dire, la gentillesse française hier encore enfouie sous le formalisme hargneux du monde moderne. La fusion des éléments divers s'accomplissait, s'était déjà accomplie, sans la moindre gêne et le tutoiement

spontané, assez abject à la caserne et dans les couloirs de la Chambre, s'était instauré, sans mot d'ordre, dans toutes les sections du P.P.F., avec un naturel irrésistible.

Merveilleusement composite, ce public, en plein cœur d'un fief communiste, on y pouvait reconnaître des commerçants, des employés, des ouvriers rebelles aux mots d'ordre cégétistes à côté de quelques éléments bourgeois fournis par les cadres d'entreprises diverses.

J'étais alors un parfait inconnu pour cette section qui à tout hasard, avait réclamé Marion, splendide orateur, dont le lyrisme toujours contrôlé et la forme très travaillée, servie par un timbre de voix chaude, passionnée et réellement incomparable dans le registre du mépris, ne nuisaient en rien à la sévérité de l'argumentation. Ce qui était franchement exaltant, c'est que les thèmes de nos réunions de propagande prenaient résolument le contre-pied des boniments électoraux. Nous ne faisions jamais aucune promesse. Nous nous efforcions, par une analyse pertinente de la situation, de montrer la France menacée dans son existence même par le vieillissement, dans ses biens par la politique économique et financière, à la veille d'une abdication sans recours possible, si elle ne trouvait pas en elle la force et le désintéressement nécessaire au sursaut qui pouvait encore tout sauver. Et nous demandions à tous et à chacun un travail de tous les instants, familial aussi bien que professionnel, de renoncer aux objections et d'accepter pour maîtriser les communistes, cette même discipline que ceux-ci mettaient au service de leurs maîtres étrangers.

Il va donc de soi qu'au départ, mon auditoire était déçu, à commencer par le Secrétaire de Section qui m'avait dit : « C'est dommage que Marion n'ait pas pu venir, car nous avons ici ce soir une bonne moitié de sympathisants. Nous comptions beaucoup sur lui pour entraîner leur adhésion. » A quoi j'avais répondu qu'il fallait faire face aux problèmes posés par un développement vertigineux avec les moyens du bord et que j'essaierais d'atténuer au maximum, une déception bien légitime.

Et lorsque, présentation faite du « camarade Aimot, de l'équipe de l'*Emancipation Nationale* », j'eus recueilli à ce titre quelques applaudissements courtois, je compris qu'il faudrait faire front et retourner, si c'était possible, immédiatement le courant. C'est pourquoi, abandonnant mon exorde bien préparé, je me jetai à l'eau, le cœur battant, avec une témérité nécessaire :

« Mesdames, Messieurs », ces deux mots bien détachés avec une certaine réserve volontaire qui soulignait le ton affectueux de l'appellation suivante : « Camarades du Parti », « vous êtes déçus et vous avez raison de l'être, car je ne prétends pas remplacer mon ami Paul Marion, mais il y aura ce soir un auditoire encore plus déçu, c'est celui qui espérant entendre Jacques Doriot, verra monter à la tribune Marion, qui aurait dû être ici, ce soir. Alors, je ne remplacerai pas plus Marion, que Marion ne remplacera le Chef. Pensez-y, mes chers camarades, grâce à ces veilles nombreuses, à un dévouement de toutes les minutes, de nos premiers adhérents, tous les programmes, tous les plans sont déjà périmés, bousculés, par un succès sans précédent, que nous devons affronter, la tête froide mais le cœur en fête. »

A vingt ans d'intervalle, je ne prétends certes pas que ce furent les paroles que je prononçai, mais en tout cas, je n'en trahis pas l'esprit. Et comme tout de suite, ce silence absolu qui, dès les premiers mots d'un orateur, indique que l'auditoire est saisi, s'était bien établi, je commençai à me rassurer et je le fut tout à fait lorsqu'au point que je viens de dire, des applaudissements m'interrompirent, si vigoureux et si nourris, que quelques curieux de la première salle montrèrent leurs têtes dans l'encadrement de la porte.

En effet, la partie était gagnée et le trésorier de la section fit de bonnes affaires ce soir-là, en recueillant les cotisations des nouveaux adhérents ; le secrétaire de section était ravi.

Ainsi s'ouvrait pour moi le long périple des commis voyageurs de Doriot. Au cours de cet été de 1936, leurs succès furent tels qu'à la rentrée, le P.P.F. était incontestablement le second parti national de France, malheureusement, derrière le P.S.F., que la dissidence des « maréchaux » n'avait pas sensiblement affaibli quant aux effectifs. C'est un fait qu'il convient de noter, tout inexplicable qu'il paraisse à première vue : les dissidences n'affaiblissent pas sensiblement un parti solidement organisé et hiérarchérisé. Le parti communiste en avait fait la preuve, tout au long de son histoire depuis la scission de Tours. Le P.S.F., pour sa part, ne constatait aucune diminution dans ses sources de recrutement. Pourtant là où le Parti Populaire Français s'était implanté le premier, il avait largement recruté parmi les anciens Volontaires Nationaux et les Croix de Feu. Ainsi Arrighi avait-il en quelques semaines, conquis la première place en Afrique du Nord et notamment en Oranie ; dans les Alpes maritimes où Barthélémy, placide

et silencieux, avait constitué une fédération nombreuse et exemplaire. Et je ne parle pas de Marseille, dont la situation était particulière puisque les adhérents, pour la plupart, étaient devenus Doriotistes par fidélité à Simon Sabiani. Mais le ralliement au P.P.F. de ce dernier avait par ailleur notablement augmenté son audience dans les milieux les plus divers de la ville.

De semaine en semaine, la rubrique de la vie du parti n'était qu'un long bulletin de victoires.

Cette année, comme la précédente, j'allai passer mes vacances en Allemagne dont j'admirais les prodigieuses métamorphoses. Dirai-je que le bourmestre d'une petite ville rhénane ayant appris — par quelle voie, je l'ignore — ma qualité de délégué à la propagande du P.P.F., me fit connaître qu'il serait heureux de me recevoir. Je me rendis à son invitation et une fois de plus depuis seize ans, j'entendis les propos tant de fois répétés par des interlocuteurs allemands : « Quel dommage qu'un accord ne s'établisse pas entre nos deux pays, que ne ferions-nous pas ensemble, etc... ». J'atteste que le prestige de la France, et je précise de la France de Verdun, était encore intact à cette époque et que la fatalité d'une guerre, surtout avec la France, n'était admise par personne.

Dirai-je encore la bonhomie des S.A. se pavanant, vareuse ouverte, ce qu'aucun homme en uniforme n'eut osé faire dans le Reich de Guillaume II.

A la vérité, alors que la révolution fasciste avait apporté à l'Italien une certaine raideur imitée de l'ancienne Prusse, la révolution nationale-socialiste avait eu l'effet contraire sur l'Allemand, et je goûtais singulièrement l'atmosphère de camaraderie virile qui était celle de l'Allemagne à cette époque. Certes le contraste était frissonnant entre le spectacle qu'offrait l'Allemagne et celui de la France encore agitée par les remous des grèves.

C'est là que le 18 juillet, je devais découvrir dans la « *Koelnische Zeitung* » une information de dernière heure annonçant qu'un soulèvement militaire venait d'éclater à Séville. La presse allemande se tint pendant plusieurs jours sur une prudente réserve, mais lorsqu'il apparut que la révolution nationale espagnole avait déjà de solides racines, un flot d'enthousiasme renouvelé se répandit et, fort discrètement, mes interlocuteurs allemands faisaient entendre que si la France, à son tour, se décidait à faire peau neuve, ce serait un grand bien pour l'Europe. J'en étais plus qu'eux-mêmes persuadé. Mais

j'expliquai que le régime de mon pays excluait tout mouvement comparable. Ce que nous pouvions espérer, avec de fortes raisons, c'était au contraire, les résultats d'un patient travail en profondeur qui porterait ses fruits aux élections prochaines. Il fallait donc tenir quatre ans, en essayant d'empêcher le pire. Je ne devais revoir l'Allemagne que dix-sept ans plus tard, mais je reste convaincu que si nous n'étions pas si sottement tombés dans le piège polonais, le respect que les Allemands, à commencer par les militaires, gardaient pour leur principal adversaire de la Grande Guerre, aurait suffi à nous tenir hors d'un conflit. Cette conviction je l'exprimai, à mon retour, à Doriot et comme Jean Goy, secrétaire général de l'U.N.C., la plus importante association française d'anciens combattants, avec une toute autre autorité venait lui aussi de formuler le même avis, sa politique de paix avec nos voisins immédiats s'en trouva confirmée.

La coupure que nous avons déjà soulignée, s'accentuait à l'intérieur de tous les partis, quant à la politique de paix. L'été, l'automne de 1936, l'hiver et le printemps de 1937, furent pour moi, et pour beaucoup d'autres, j'en suis sûr, l'époque la plus exaltante de notre vie. J'ai omis de dire que depuis l'année précédente, j'assumais les fonctions de Secrétaire Général de la « *Vie Aérienne* » , un hebdomadaire sans couleur politique où j'avais trouvé une situation confortable, et j'étais ravi de n'être pas un « permanent », c'est-à-dire un fonctionnaire appointé du P.P.F. ayant toujours eu d'instinct. une franche répulsion pour le métier politique. Encore que je reconnaisse volontiers que certains des grands secrétaires fédéraux du P.P.F. avaient sacrifié des situations personnelles de premier ordre pour se consacrer à l'organisation du Parti.

En moins de six mois, la politique économique et financière du parti socialiste portait ses fruits et la première dévaluation depuis la stabilisation de Raymond Poincaré, était consommée à la fin de septembre, assortie, il est vrai, d'une mesure semblable dans les deux autres pays de ce que l'on nommait alors le Bloc-or, c'est-à-dire la France, la Hollande et la Suisse. Mais si ces deux derniers Etats pouvaient ainsi sans risques, ranimer leur commerce extérieur, en France, c'était bien le début d'une dégringolade continue que devait se poursuivre jusqu'à la guerre et que l'administration des ministres du Maréchal interrompit pour quatre ans. Naturellement les prix montaient et la propagande devenait vraiment facile aussi bien dans les milieux ouvriers que dans les classes moyennes.

Les commerçants notamment, et bientôt les paysans, nous prêtèrent une oreille bienveillante et dans les nombreux villages où j'ai eu l'occasion de passer, avant qu'un secteur électoral me fut confié en vue des élections de 1940, dans le département de l'Aube, je rencontrais des auditoires de mieux en mieux disposés. J'ai pratiqué tous les publics, celui des Conférences des Ambassadeurs aussi bien que celui des réunions électorales publiques et contradictoires et je dois dire qu'il n'est est pas de plus difficile à saisir.

Il est toujours possible, avec du sang froid, de venir à bout d'un auditoire ouvrier, même violemment hostile, et dès l'instant qu'on obtient une demi-minute de silence, la partie est gagnée. J'en ai fait l'expérience notamment aux dépens de Marx Dormoy à qui je portais la contradiction dans son fief entouré d'une simple poignée de P.P.F. ; j'ai pu me faire entendre pendant une dizaine de minutes et applaudir, avant que le président de séance socialiste ne se tirât d'affaire en levant la séance ; une autre fois, encore, dans l'Aube, où dès le début de la réunion je me vis soudain entouré par de solides gaillards qui ne me voulaient aucun bien. Je m'approchai les mains au dos et la tête offerte aux groupes menaçants, avec une mimique qui exprimait si bien « lorsque tu m'auras cassé la gueule, qu'est-ce que ça prouvera ? », que dans la salle jaillirent des cris exigeant qu'on me laissât parler, ce que je pus faire à loisir. Tout cela est assez simple. Mais lorsqu'on trouve devant soi, dans une salle de bal villageoise, une cinquantaine de paysans rangés le long des murs, le visage fermé, ou pis encore, jouant aux cartes et nullement disposés à s'arrêter, c'est tout autre chose. Il faut alors surtout bien se garder de toute facilité, mais ne pas craindre de solliciter l'attention, parce que l'on va dire quelque chose de difficile à entendre. Et si l'accent est bien mis, on voit les visages s'ouvrir, les cartes tomber des mains et le silence complet s'établir. A la campagne, comme à la ville, on obtient alors des adhésions appuyées par le versement immédiat des cotisations.

Les réunions mal organisées constituent un problème encore plus difficile. C'est ainsi que nous nous trouvâmes, un beau jour, Claude Popelin et moi, à Saumur, dans une salle de cinéma de plus de cinq cents places, où dix minutes après l'heure prévue, nous avions pu compter seize personnes. Le secrétaire de section livide, ne savait comment s'excuser et Popelin prenait fort mal la chose. Il eut été parfaitement ridicule de paraître sur l'estrade dans ces conditions, nous étions tous d'accord, mais nous ne l'étions plus sur l'attitude à adopter ensuite.

Popelin inclinait à faire ajourner la réunion par une déclaration du secrétaire, mais je n'étais pas de son avis. « Et que prétends-tu faire ? me demanda-t-il. — Sois tranquille je n'ai jamais souffert d'un discours rentré, mais je crois que nous devons d'autant plus de politesse aux personnes qui se sont dérangées, que celles-ci ont été moins nombreuses. — Alors tu vas monter sur cette estrade ? — Non point, dans l'allée centrale où je vais tenter de grouper nos auditeurs, j'essaierai d'effacer leur mauvaise impression. — Comme tu veux !... » Je priai alors nos auditeurs de se rassembler et m'avançant au milieu d'eux, je commençai en leur expliquant qu'une réunion manquée, des effectifs réduits n'engageaient en rien l'avenir. Et sur le ton de la confidence j'évoquai les débuts du Parti National Socialiste, dans une toute petite salle de brasserie de la Thal, à Munich. Tout à fait des parlotes d'illuminés, que personne ne prenait au sérieux. Pendant des mois, des années, ils furent une poignée, jusqu'au jour où le septième adhérent se fit inscrire. Et pourtant c'est de cette parlote ridicule qu'était sorti le mouvement qui devait conquérir l'Allemagne. Je conclus : « Si notre échec d'aujourd'hui affermit vos volontés de l'effacer promptement, alors cette réunion comptera parmi les plus utiles. »

Des conversations générales suivirent et la section de Saumur s'augmenta de quelques adhérents.

(*A suivre*). J.-M. AIMOT.

Un entretien avec
RENÉ DE CHAMBRUN

« Il faut que j'aie tort pour qu'ils aient raison... J'avais « demandé le Journal Officiel pour que tous les Français « connaissent l'accusation et mes réponses. On me l'a refusé. « Il n'est pas nécessaire que la France connaisse son his- « toire... », écrivait le Président Pierre Laval dans sa dernière lettre adressée à sa fille, la veille de sa mort.

Son gendre, René de Chambrun a estimé, lui, que la France devait connaître son histoire et être en mesure de porter sur elle un jugement objectif et serein. Depuis des années, il rassemble des documents en vue d'un ouvrage qui doit constituer comme la photographie de la France durant les quatre années de l'occupation. Nous lui avons demandé de bien vouloir nous donner quelques précisions sur ce travail qui apportera des éléments infiniment précieux à l'histoire contemporaine.

⁂

— *Pouvez-vous nous dire comment vous est venue l'idée de cet ouvrage ?*

— C'est au cours de l'été 1955 que nous eûmes, ma femme et moi, l'idée de réunir la documentation que la Fondation Hoover va publier l'an prochain en anglais et en français.

Nous vivions alors retirés à la campagne. J'ai lu les Mémoires de Saint-Simon, et me suis fait cette réflexion : Si Saint-Simon n'avait pas existé, on connaîtrait beaucoup moins bien le siècle de Louis XIV puisque tous les livres publiés sur cette époque fourmillent aujourd'hui de références aux 21 volumes du mémorialiste.

Mon idée fut de faire un Saint-Simon collectif, englobant la période de 1940 à 1944, en demandant à tous les témoins qui pouvaient avoir quelque chose d'important à dire de rédiger leurs souvenirs. Ces témoins, au nombre de 312, sont :

— des Ministres,

— Secrétaires d'Etat,
— Hauts Fonctionnaires,
— Préfets Régionaux et départementaux,
— Présidents de Comités d'Organisation,
— Gouverneurs des Colonies,
— Ambassadeurs et Ministres de France à l'étranger,
— Diplomates accrédités auprès du Gouvernement de Vichy, et les Animateurs d'Organismes tels : le Secours National, la Croix-Rouge, etc...

— Quel a été, au cours de ce travail, le rôle exact de la bibliothèque Hoover ?

— Son rôle a été, d'abord, de recevoir toute cette documentation.

Le Président Hoover avait fondé à l'Université de Stanford, en Californie, la bibliothèque qui porte son nom. Immédiatement après la guerre, je lui ai demandé si cette bibliothèque pourrait recevoir dans les 10 ou 12 années à venir, l'ensemble de ces témoignages. M. Hoover accepta et depuis lors une vingtaine de dépôts portant sur des milliers de pages ont été effectués.

Au début de 1954, la Fondation désigna un historien pour dépouiller cette vaste documentation et établir son rapport.

Quelques mois plus tard, le Conseil de la Fondation décidait de faire procéder à la traduction de l'ensemble des textes afin de communiquer ceux-ci, sous forme de volumes en anglais et en français aux Universités et aux principales bibliothèques du monde entier.

— Dans quelles conditions a été mise au point cette traduction et pouvez-vous envisager dès maintenant la date à laquelle l'ouvrage sera diffusé ?

— C'est M. Philip Whitcomb qui fut pendant une vingtaine d'années correspondant de journaux américains en France et plus récemment le Chef des Bureaux de Paris de l'agence Associated Press, qui a accepté de superviser ce travail considérable. Il s'est fait mettre en congé au mois d'octobre 1955 et compte que la traduction sera terminée le 31 décembre. L'ensemble constitué par 6 volumes de grand format sera diffusé par les soins de la Fondation Hoover vers la fin du premier semestre de l'année prochaine.

— Envisagez-vous la publication d'un ouvrage qui serait celui-ci diffusé normalement en librairie ?

— Certainement. Un ouvrage qui comportera d'abord le manuscrit de 180 pages rédigé par Pierre Laval dans sa cellule, en réponse à tous les chefs d'accusation. Des milliers de renvois permettront de se reporter aux témoignages et textes concordant qui formeront la seconde partie de l'ouvrage. Ainsi chaque mot, chaque ligne se trouveront corroborés par des témoignages. Ceux-ci à leur tour se recouperont les uns les autres et formeront un faisceau de preuves comme rarement rassemblées jusqu'ici.

Voulez-vous un exemple ?

Le Président Pierre Laval fait allusion à un appel téléphonique du Préfet de Police Bussière qui l'informe de l'intention des Allemands de procéder le lendemain à l'arrestation massive à Paris des juifs français et étrangers. Pierre Laval écrit que, le lendemain, à l'Hôtel du Parc, à Vichy, il charge Rochat, Secrétaire Général aux Affaires Etrangères, de convoquer le Corps diplomatique, pour que chaque diplomate puisse intervenir en faveur de ses ressortissants, et il demande à René Bousquet d'organiser un rendez-vous avec Oberg pour défendre les israélites français.

Les témoignages sont :

— celui de Bussière — décédé il y a quelques années — et qui relate l'appel téléphonique.

— celui de Rochat, qui a réuni le Corps Diplomatique.

— les dépositions des diplomates étrangers, qui établissent que grâce à l'initiative de Pierre Laval ils sauvèrent leurs nationaux.

— enfin le récit de Bousquet qui relate une des plus dures conversations que mon beau-père eut avec le général Oberg.

L'ensemble de ces notes et extraits de centaines de témoignages constitue une immense mosaïque qui forme une preuve irréfutable.

⁂

Nous remercions très vivement René de Chambrun des éclaircissements qu'il a bien voulu nous apporter.

L'ensemble de la documentation qu'il a rassemblée constitue une masse, qui sera pour les historiens de tous les pays, désireux de se pencher sur cette période de l'histoire de France,

la source principale de leur information. Ils y découvriront, l'histoire de la France, vue du dedans... très différente de celle qui fut présentée pendant quelques années à travers le prisme déformant des propagandes et des radios. Ils y constateront les résultats concrets et assurés des efforts d'hommes courageux, qui sont restés à leur poste au cours d'une des périodes les plus difficiles de notre histoire.

La figure du Président Laval, à la fois sincère et conscient de ce que sa sincérité peut seule épargner de souffrances au Pays, sort enrichie et grandie de cette rigoureuse confrontation avec les faits.

(Entretien recueilli par Bernard VORGE).

Le Gérant : Jacques POILLOT.

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
N° d'impression : 1.027 Dépôt légal : 4e trimestre 1956.
Justification du tirage : 4.200 ex.

nt,
lle
ne
nt
a-
es

nt
au
on

—
s.